CONTROL OF INDÉPENDANT

GRATUIT



FÉVRIER 2016

nº1



pensée.

Reste-t-il un mot pour traduire véritablement la volonté et la nécessité de s'extraire du jeu politique traditionnel, celui qui met en scène tous les ans ou presque les acteurs de cette farce que sont devenues les élections ? S'extraire de ce jeu est salutaire non pour ce qu'il représente mais à cause de ce qu'il est.

Un théâtre savant de compromis, de tactiques, de calculs qui vide de sens l'essence-même de la politique et condamne d'autorité l'émergence de sensibilités et de volontés nouvelles. Dans les conditions actuelles, la seule

issue pour les citoyens d'échapper à ce cercle vicieux est le rejet, la fuite, l'indignation, le dégoût.

En l'état, chacun constate que la politique électoraliste qui propose de rendre le vote obligatoire, drapée dans ses bons sentiments, ne nous construit qu'un avenir: celui de livrer démocratiquement la république à la légitime colère de ses électeurs.

L'urgence est de s'affranchir des clivages qui empoisonnent les jugements et empêchent la compréhension du monde, à l'échelle d'un territoire autant qu'à celle d'un pays. On aura beau tenter d'enfermer sous une étiquette ceux qui tentent de penser librement et de défricher un chemin nouveau dans le tumulte des idées de ce temps, on n'y parviendra pas. Pour une raison simple: cette étiquette n'existe pas. Il est vain de vouloir qualifier avec les mots du passé ce qui ne concerne que l'avenir.

Les associations, les collectifs, les mouvements citoyens cristallisent les indignations, les injustices, les colères individuelles pour leur donner un sens commun au service de l'intérêt général. Ils ouvrent des voirs, proposent à leur échelle des alternatives.

Il leur faut pour cela échapper à l'entreprise de récupération systématique mise en place par tous les partis, aux procès d'intentions, à la caricature. Ce journal, nous l'espérons, est fait pour leur donner la parole, librement. Ce journal est le vôtre, comme le sont les lendemains. Envoyez vos articles, soumettez vos propositions, annoncez vos manifestations. Ce journal n'est pas distribué. Charge à chacun donc de le faire circuler, au sein des assos, parmi ses connaissances, de le déposer dans des lieux où il sera lu, bref de le faire vivre et de le rendre utile.

Les sujets que nous développons prouvent que globalement ou localement, les multinationales, les banques, l'oligarchie en place impose au monde son pouvoir avec la complicité des politiques et des médias. Il ne leur vient d'aucun mandat, c'est un pouvoir acquis par la persuasion, la stratégie et la force.

Chacun le constate, au jour le jour, même s'il est plus facile de regarder ailleurs.

Le pouvoir capitaliste, décuplé par les découvertes scientifiques récentes, arme ses bons sentiments, sa pensée ordinaire, marketée, médiatisée, son mensonge organisé à l'échelle du monde contre tout ce qui peut attenter à son intégrité; il défend ses intérêts jusqu'au plus profond de nos campagnes. C'est une formidable organisation.

Le projet de ce journal n'est pourtant pas de révéler des complots. Il est de démêler localement ce qui participe à cette entreprise pour que chacun comprenne justement que la réalité d'un monde aux mains des lobbies est à l'œuvre partout, quotidiennement, qu'il transforme notre compréhension du réel, nos territoires et nos vies. Que la souveraineté du peuple n'est pas un vain mot pour peu qu'il prenne en charge son avenir sans se soucier des menaces, des reproches, de la chape de culpabilité que le pouvoir en place exerce

Peu de gens sont capables, dans la confusion actuelle de dire vraiment ce qu'ils veulent. Mais ils savent ce qu'ils ne veulent pas!

sur chacun, au plus profond de sa conscience et de sa liberté de

Partout où des citoyens s'organisent face aux outrances du capitalisme - dont les Grands Projets Inutiles et Imposés sont la trace - pour prononcer un refus, ils l'emportent, quels qu'ils soient. Quiconque s'engage dans cette bataille la gagnera, parce que c'est le sentiment enfoui de la grande majorité des citoyens de ce pays, la parole inaudible de la conscience de la population qui s'exprime par leurs

Le projet de ce journal est d'aider à cette prise de conscience salutaire sans se soucier du qu'en dira-t-on. Il est gratuit et bénévole. Pourtant l'édition papier a un coût. Vous pouvez participer au financement d'un prochain numéro en envoyant un don. C'est la participation de chacun qui déterminera la périodicité des parutions.

Le rôle des médias conventionnels est de dire la réalité, telle qu'elle se présente dans l'actualité et dans les faits.

Le projet de ce journal est de contribuer à éclairer la vérité, au grand jour, telle qu'elle se présente à notre porte, d'en faire le centre du débat pour demain. La vérité, celle-là-même dont on a persuadé les citoyens et les peuples qu'elle n'existait pas.

Soutenir Landemains

Chèque adressé à: Association nouTous, 10 Avenue de l'Océan, 40660 Messanges En ligne sur: www.nouTous.fr

COP 21 On va pas faire des Landes une réserve d'indiens! 4 17 TEPos et la mobilisation des citoyens Île flottante 8 LGV projet dépassé Méga-golf Le domaine des dieux 9 La fin de la croissance 20 ... 10 **TAFTA** Surfeurs 22 Jusqu'où s'arrêteront-ils? Le vrai Dufau ... 12 25 La proie pour l'ombre ... 14 Cosmic Banking ... 26 Alors, VOUS, les écolos ... 14 Vers la libération ... 27 Le paysage, grand œuvre de la CCI ... 15 Affronter le doute, envisager la paix 28 ... 15 ... 29 La forêt des Landes, cadre de vie et patrimoine naturel Prolongation de l'état d'urgence : vers un régime policier ? ... 16 ... 30 La baleine en plastique Liberté d'expression Auchan Atlantisud ... 17 J'agis avec nouTous ... 31

Journal d'opinion landais

A vrai dire, il s'agirait plutôt du sud des Landes. Disons la côte sud, pour l'instant. Tant il est vrai que dans un département aussi diversifié que les Landes, les opinions, les réflexions sont par obligation territorialisées. Le mot est lâché. La déterritorialisation a été l'œuvre apostolique de toute une génération de bien pensants qui, irriguant les campagnes à grands renforts d'éducation populaire et de culture prête à porter, au prétexte de faire se rencontrer les hommes, ont cru devoir les arracher à leur milieu. Ceux qui ont cru déceler le germe de la bêtise dans une certaine ruralité, que l'on a nommée profonde, et qui l'arrachant de son antre, voulant la faire disparaître n'ont fait que la déplacer. Ceux qui ont vu dans l'éclat enthousiasmant de la rencontre, de l'échange, la marque définitive de la richesse. Or l'échange n'est que l'illusion de la richesse, la monnaie. La richesse patrimoniale, culturelle, artistique, minière, agricole, naturelle, est toujours le résultat d'un travail sur la durée, d'une constance géographique, d'une stagnation, d'un état d'enracinement. Encore un mot banni.

L'échange est salutaire, mais il ne se construit pas de lui-même, il ne se régénère ni de vitesse, ni d'accélération, ni de bruit. Au contraire, il consomme de la richesse, étant aussi par essence arrachement. Le temps n'est pas loin où n'ayant rien construit de véritable, ni prégnant, de profond, de légable, de durable, dans le temps nécessairement lent à tous processus de création, les hommes se rencontreront, se croiseront, se frôleront sans plus rien avoir à échanger.

Lorsqu'on aura parlé d'identité du territoire, nous aurons fait le tour des mots qui fâchent. Et pourtant!

Si "l'aménagement" du territoire - disons plutôt les décisions qui concernent l'organisation de l'espace, et dans les lieux soumis à la pression démographique comme c'est le cas chez nous (!), les décisions qui concernent la protection ou la destruction de l'espace – reste la question centrale des politiques locales, c'est bien parce que, malgré la vitesse et la fréquence les déplacements, l'attachement récent ou ancien des hommes et des femmes à leur territoire est profond et sensible, viscéral. Non, l'identité d'un territoire n'est pas un vilain ni un vain mot.

Nous sommes tous les indiens, sans terre, sans port et parfois sans patrie, de notre monde globalisé.

Tous touristes, tous immigrés. Exodes, migrations, déplacements, le monde connaît depuis 60 ans les plus grands déplacements de population jamais enregistrés. Le sédentaire en finit par devenir suspect. Sur 7

milliards d'humains sur terre, combien sont des déracinés, combien de mondes sont à refaire et de jardins à inventer ?

Nous ne sommes pas sur la terre, nous ne sommes pas de la terre, nous sommes la terre. Nous ne



sommes pas d'un pays, nous n'habitons pas un pays, nous sommes un pays, un paysage d'eau, de terre, de bêtes, de plantes, d'hommes, de femmes et de vent.

Mais un jour proche arrivera où il ne restera que la vérité, comme elle est. Elle qui dit par la voix d'une petite vieille qui pleure sur le bord de l'Adour, du Gave, du Rhône, de l'Amour ou du Danube: « Mon fleuve, mon pauvre fleuve, tu étais la vie, l'espoir de tout un monde, les joies, la veine, le fil tendu, l'ombilic d'un pays. Maintenant tu charries la mort. Ils t'ont vidé comme un poisson et tous les poissons sont crevés. On ne peut plus les manger tellement l'eau pue la charogne, remplie de toutes les saloperies du génie humain. »

C'est ainsi, écrivait en occitan Max Rouquette, chaque siècle nourrit longtemps à l'avance ses propres révolutions. La nôtre sera écologique. Un peu partout pourtant, s'affirment des résistances à l'assassinat de la nature, à l'asservissement aux engins, à ce pauvre bonheur bercé de publicité et de télévision.

Et dans les « Jardins de l'Aube » que chantait Essénine, il serait dommage de n'y trouver que nostalgie. C'est au contraire une aspiration à une vérité de l'homme sans laquelle il mourrait. De tristesse, d'ennui. Du poids de ses chaînes. Vide de son humanité. Une vérité qui comme toujours, le dressera face à toute barbarie. Parce que l'homme, c'est certain, reste viscéralement attaché à son milieu, à son climat, à ses différences. Cela seul qui pourra lui rester quand tout l'univers serait armé pour l'écraser.

On va pas faire des Landes une réserve d'indiens !

C'est la réponse lancinante faite à tous ceux qui osent poser la question de l'urbanisation galopante, du bétonnage, de la croissance démographique de la frange côtière du département, de ce que certains appellent tourisme de conquête, du tourisme de masse.

La question est suffisamment délicate pour prendre quelques précautions d'usage, en guise d'avertissement. Il ne s'agit pas de formuler ici des regrets, d'avoir un regard sur le passé, d'en déplorer ou de se réjouir de ses conséquences mais bien d'établir un constat englobant la société d'aujourd'hui, telle gu'elle est.

S'il y a des gens d'ailleurs, des "étrangers", des récemment installés, des nouveaux arrivants, c'est qu'il demeure des gens d'ici. La distinction opérée ainsi volontairement dans les paroles se voit dans la vie de tous les jours, elle saute aux yeux. L'ignorer, la taire, c'est la laisser imposer silencieusement les conditions d'une ségrégation, ce n'est pas la faire disparaître. La reconnaître, ce n'est pas établir un jugement de valeur, c'est admettre la réalité telle qu'elle est.

Que viennent faire dans les Landes les nouveaux arrivants ? Ils viennent

profiter d'un cadre de vie qui repose sur trois piliers: une nature et un espace encore préservés, des conditions climatiques et géographiques agréables et une société humaine encore authentique, calme et sereine. Choses qui pour nous sont banales mais qui à l'échelle du monde tiennent bientôt de l'exception.

Le tourisme repose sur les mêmes bases. Or il existe un seuil au-delà duquel deux de ces piliers s'effondrent. Les pouvoirs publics tentent de nous convaincre que l'augmentation exponentielle de la population est une fatalité. Dès lors, nous ne pourrions éviter la mutation de notre société rurale ni le bétonnage (l'aménagement !) de notre côte. Mais cette fatalité n'existe que comme conséquence d'un choix politique et social.

Or le doublement de la population à l'horizon d'une vingtaine d'années détruira le cadre de vie - ce processus est déjà à l'œuvre - et abolira l'identité particulière d'une société landaise dont l'histoire particulière forge le caractère propre.

Les exemples le confirment: le golf ne répond pas à une demande, la vague artificielle n'est d'aucune nécessité, et il y a pléthore de centres commerciaux dans les Landes. Ces projets s'inscrivent simplement dans la perspective d'une volonté politique pour développer un type de « tourisme de conquête » façon Palm Springs et remettre ainsi les clefs à quelques grands groupes du secteur.

Or les Landes ne sont et ne seront jamais la Californie de personne.

La société landaise reste une société traditionnelle, enracinée et actrice de son environnement. La gestion du tourisme reste ici l'affaire de l'individu, l'affaire familiale, artisanale, raisonnée, à échelle humaine, irrigué de l'esprit d'indépendance et de liberté que raconte notre histoire à qui veut l'entendre. N'en doutons pas, c'est aussi au-delà du paysage ce qui fait le charme et l'attrait de notre pays et qui constitue le fond de commerce de notre tourisme. A pécher par excès, nous risquons de rompre le lien sentimental qui unit les gens, qui fait société et construit ici un tourisme durable, sain et éthique.

A défaut de réserve d'indiens, la côte sud des Landes a les moyens, justement parce qu'elle jouit de conditions privilégiées, d'organiser une société différente, d'être le théâtre de nouvelles expériences. Ce ne sont pas les idées qui manquent, c'est la volonté de les réaliser. Nous avons les

moyens de remettre dans les mains de la population les clefs de son avenir, la maîtrise de son tourisme, la gestion de son environnement, la préservation de sa culture.

Mais elle doit d'abord refuser d'admettre le processus de destruction à l'œuvre comme une fatalité, de se soumettre à la dictature d'une politique de la



nécessité immédiate dictée depuis Paris par des gouvernements et des partis au pouvoir qui n'ont aucune vision claire de l'avenir et parent simplement au plus pressé. Il faut des centaines d'années pour construire un patrimoine, une culture, un paysage, un caractère, une langue, une identité, quelques décennies pour tout détruire.

Port du béret obligatoire

Port du béret obligatoire

RALOMERA

PALOMERA

Les indiens d'ici valent bien ceux d'ailleurs

Le parler des indiens d'ici, leur patois, est le gascon. Le gascon, parlé dans le grand sud-ouest est lui-même un dialecte d'un grand ensemble concernant toute la moitié sud de la France que l'on nomme l'occitan. Certains de nos anciens ont appris le français à l'école et ne parlaient que le gascon à la maison. C'était la langue du pays, notamment à la campagne. Une étude socio-linguistique commandée par la région aquitaine en 2009 certifie que 15% des landais sont capables de parler couramment cette langue et que 54 % des personnes interrogées affirment la connaître partiellement ou du moins la comprendre.

Aujourd'hui la transmission spontanée ne se fait plus que par bribes, par mots, par expressions. Les locuteurs gascons ayant hérité de leur langue sont rares. Mais cependant la langue est apprise et notamment à l'école. L'attachement, le manque, la curiosité persistent et il existe aujourd'hui un fort engouement des parents partout où s'ouvrent des classes bilingues. Comme en anglais ou en espagnol, les classes bilingues dispensent dans le cadre des écoles publiques un apprentissage en deux langues, français/occitan. Il existe des classes bilingues dans les écoles de Montfort, Morcenx, St Martin de Seignanx, Dax, Vieux-Boucau.

D'autres ouvertures sont prévues... Renseignez-vous auprès de l'inspection académique de votre région, auprès de votre mairie ou sur http://ocbiaquitania.free.fr/. L'intérêt de continuer de transmettre cette richesse et ce savoir ne fait plus l'ombre d'un doute et la région et l'état ont mis en place des outils pour cela. Malheureusement, le département des Landes est le seul d'Aquitaine à refuser de signer la convention cadre de partenariat pour le développement et la structuration de l'offre d'enseignement de l'occitan et en occitan dans l'académie de Bordeaux.

Pour écrire et apprendre l'occitan de Gascogne - le gascon donc - il a fallu se rapproprier et moderniser le code graphique oublié de l'occitan médiéval, qui depuis l'édit de Villers-Cotterets (1539), et sous la prégnance du français, avait peu à peu confiné l'occitan dans le domaine de l'oralité. Dans les années d'après-guerre, quelques linguistes et intellectuels ont donc, s'appuyant sur la langue d'oc ancienne, celle des troubadours, jeté les bases de codes d'écriture commun pour l'ensemble de la zone occitane. C'est ce code d'écriture, l'occitan normalisé, qui est reconnu et utilisé pour les apprentissages. On peut lui reprocher beaucoup de choses, il a le mérité d'exister et de permettre la reconnaissance de l'occitan au titre de langue instruite et formelle. Cela ne change rien à la manière de prononcer et n'empêche en rien l'expression des particularismes locaux.

Cependant la méconnaissance du grand public de cet état de fait crée un hiatus entre les générations et fait dire à certains que l'occitan d'aujourd'hui n'est pas le même que celui d'hier. C'est faux. L'accent des gens a changé -en français aussi - et la lecture du gascon nécessite l'apprentissage de codes qui ne sont pas ceux du français.

Par exemple:

o se dit "ou" ò se dit "o"

ar (infinitif des verbes du 1er groupe) se prononce "a"

ish forme le son "ch"

a final prononcé "e" (dans les Landes) et

ch prononcé "ty" sont deux traits phonétiques du gascon occidental particuliers aux Landes; par exemple: un chic (un peu)

Ce ne sont que quelques exemples utiles. Ainsi armé, on peut mieux parler du pays.

Parler du pays

Mais peut-être n'y a-t-il plus rien à dire, peut-être n'y a-t-il rien à dire de plus. Rien que des paroles, des paroles et rien de plus. Des timbres, des voix, sans issue, sans réponse.

La voix d'Yvette, la voix d'André. Votz d'un sègle on rotlava enqüèra lo tabard. Votz de cara, votz de cabelh, votz nasucas, a jetar per-dessus los barrats e cridar la rampelada de tota la holia deu monde esbarrejada a l'entorn deu larer. Votz on apitar la vèsta e la sharpa los dessèrs de torrada, dab las tripas, las saucissas e lo jambon. Votz qui tringlan atau com las lenhas dens la cort de la bòrda, aus temps de las huelhas cadudas, aus temps deus vèrs de Lamartine, aus temps deus jorns clars de gener.

Votz a mesclar aus silencis pujats a nèu. Votz a estramolir tots los reclams, e lengas...

Lenga de mistèri, lenga desconeishuda a tas aurelhas espantadas, tà't bohilhar lo hons de l'amna, tà't perlecar la pèth dinc a la vergonha.

La votz d'Ivèta, la votz d'André.

Peuple des sans voix, et quelles voix!

Des voix lasso, à étrangler toute la fausse pudeur du monde des accents de la sincérité. Des voix cravache qui t'ancrent dans la chair la trace saignante de la vie comme elle coule ici.

La voix faite chaque matin à l'appel du bétail, le cri de ralliement de tout un monde, la vocalise de l'extrême matin. La voix qui s'élève, la voix dressée.

Que restera-t-il à transmettre dans ma voix fluette de cette force, moi qui murmure, moi qui chuchote, qui balbutie. Moi

qui cultive la confidence quand on s'égosillait à partager l'acte, à fonder la présence, à ancrer l'homme dans l'harmonie. Restituer le grain, le timbre, l'amplitude d'une gorge ouverte au froid et au vent, d'une voix de lutte, d'une voix de combat, victorieuse de tous les échos. La voix humaine qui couvre la plaine, qui inonde son territoire d'un son épais, gras et velouté, et asservit l'alentour comme un rugissement.

Et la rocaille, mon enfant, la rocaille. L'arròca esbrigalhada. Le gravier qui culbute en cascade de la langue ordinaire, avec ses tintements aigus de silex sur fond de tremblement de terre, et qui roule tambours et trompettes pour les événements du quotidien.

"Et moi, moi le pays. Moi qui frémis, moi qui vibre de ces voix qui m'habitent. Moi qui fait corps avec elles, comment je ferai pour survivre, comment je ferai pour leur survivre ?

Tu m'as pris pour le soleil alors que je suis la tempête, tu m'as pris pour l'été alors que je suis l'hiver, je vis de l'hiver, je surgis de l'hiver, je résiste de l'hiver, je me sauve de l'hiver, je me reconstruis de la déferlante, de l'écume rouge de sable, je renais du bouillonnement, je respire de la crue, je me régénère de solitude et d'effondrement, de chaos et de ruissellement, je jouis de ton absence, tais-toi, terre-toi, enferme-toi dans la laideur.

Détruis, peins, singe, imite, accouche, crée le grotesque, la farce atroce. Tant de laideur. Tant de mensonge.

Tu m'as pris pour le décor alors que je suis l'âme. Tu m'as pris pour le théâtre alors que je suis la vie, tu m'as pris pour la structure alors que je suis le cœur.

Et tu ne peux pas me compter, tu ne peux pas me dompter, tu ne peux rien bâtir que je ne supporte, tu ne peux rien construire que je ne renverse, tu ne peux rien arracher que je te donne.

De quoi veux-tu te racheter, pourquoi veux-tu te racheter d'une auréole à Max Rouquette ou d'un hommage à Bernard Manciet, de quoi veux-tu me racheter. Avec quoi ? Tu n'as rien, tu n'es rien. E vòs escapà't ? On vòs escapà't ? Non damora pas nat lòc on hueger. C'est moi qui te crée, c'est moi l'argile, je suis toi.

Et je te sauve tous les jours, toutes les nuits, tous les hivers, toutes les tempêtes, toutes les absences, tous les silences, toutes les pluies.

Et je t'appelle. Entends-tu la voix d'Yvette, entendras-tu la voix d'André ?" Peut-être n'y a-t-il plus rien à dire, peut-être n'y a-t-il rien à dire de plus, avant que ne se taise la voix d'Yvette, avant que ne s'étouffe la voix d'André.



le flottante

Les gens qui luttent, défendent des zones, partout en France, en Europe et dans le monde, ne se dressent pas contre des hommes mais contre des projets, contre des infrastructures. Les élus qui les soutiennent localement, aux prises avec leurs concitoyens, ne sont que les pantins d'un processus qui les dépasse. Le vrai pouvoir réside désormais dans l'infrastructure, l'autoroute, la LGV, le parc d'attraction, le pont, le tunnel, l'aéroport, le forage, le centre commercial. Les hommes et les femmes de pouvoir n'en sont que les vecteurs, de confus VRP qui en tirent plus de désagréments que de considération, quelques inaugurations et des stèles où apposer leur nom.

Chez nous les stakhanovistes de l'aménagement ont ouvert la porte à tous les projets, de quoi faire des Landes une nouvelle Californie, selon leurs propres termes. Celle-là même qui est au bord de la faillite? On a parlé d'un des plus grands centre commercial d'Europe, d'un aéroport, d'une marina, de parc d'attractions, de golfs pour rois du pétrole, de complexes en tous genres...

La maquette « Quelles Landes demain » exposée le 26 septembre lors d'Alternatiba Mimizan propose une parodie de ce que pourrait devenir notre département aux mains d'hurluberlus mégalomanes. Se projeter dans ces délires permet de réaliser que tout existe déjà ou presque, en réalité ou à l'étude ; la vague artificielle, la baleine en plastique, la catapulte pour baigneurs, le tire-fesses pour surfeurs... Nous épargnera-t-on le rocher d'escalade à l'effigie d'Emmanuelli ?

A ce rythme, tout est à craindre. Le plus surréaliste, le plus dément. Et l'on se prend à imaginer dans les tiroirs de notre plus haut représentant, le président du Conseil Régional d'Aquitaine le projet invraisemblable d'une île, une île artificielle, une île au large du golfe de Gascogne!



... Méga-golf ...

La collectivité prise en otage

Partout dans les communes, les communautés, les collectivités territoriales, fleurissent des bulletins d'informations qui au prétexte légitime d'informer et de rendre des comptes à la population, se transforment peu à peu en instruments de propagande. Dès son élection, l'élu défend ses choix, met en scène ses actions, plus tard défend son bilan, prépare sa réélection. Personne ne perçoit plus l'incongruité d'un droit de réponse accordé à l'opposition sur ces bulletins alors que les élus sont censés travailler ensemble au service de la collectivité. Au contraire, la collectivité organise le clivage et arme un plan de communication qui au lieu d'informer de manière neutre les citoyens devient un instrument politique au service d'une personne ou d'un parti, contre une opposition.

Dès lors la collectivité devient l'objet de cette personne, de ce parti qui accapare peu à peu à son profit l'image de la commune, du canton, du département. De même, l'image de chaque association, de chaque entreprise, de chaque organisme qui collabore avec la collectivité est de fait automatiquement récupérée par le parti au pouvoir, non pour valoriser son action auprès de la collectivité mais pour l'utiliser à son avantage. Chantage ? Non. Dévoiement ? Certainement.

La personnification d'une collectivité telle qu'elle s'opère partout déplace ainsi insidieusement l'attachement spontané, la sympathie des habitants pour leur commune, leur département, leur région, vers la personne ou le parti qui la dirige.

Marketée, personnalisée, mise en scène, la collectivité devient une marque qui s'emploie partout à laisser sa trace, sa publicité et nous ingérons par force ses logos jusqu'à l'overdose. Les shorts, les maillots, les bonnets de bains, les équipements, les ordinateurs, les écoles, les voitures, les bus, des communautés de communes et du Département. Certaines communes ne sont pas en reste.

Il existe désormais sur une pierre tombale du cimetière de Soustons une pensée au logo de la ville.

Une des raisons principales de cet état de fait, cela se comprend instantanément, est la possibilité pour les élus d'accomplir plusieurs mandats. La collectivité ainsi instrumentalisée perd dès lors toute neutralité pour organiser des débats, des dialogues, sonder la volonté des citoyens pour mieux la représenter. Elle devient incapable de reprendre son rôle de gestion et d'organisation de la chose publique au service de la population. Il est impossible d'être à la fois au service de la population dans son ensemble et au service d'un parti.

Cela est à l'œuvre de façon très claire dans le cas du projet de golf de Tosse.



Dialogue territorial instrumentalisé

Le département, porteur du projet, a engagé de fait l'ensemble du territoire sans concertation préalable, et bientôt 1,5 millions d'euros pour des études en tout genre. Face aux contestations, il instaure un "dialogue territorial" proposé à la population sur les bases d'une manière "d'améliorer le projet et l'élaborer de manière collective" . Une opération de marketing et de communication orchestrée par le Syndicat Mixte Landes Océanes (département 70% , MACS 30%) et mise en œuvre par une entreprise privée avec de l'argent public. Partout en France des porteurs de projets tentent ainsi de légitimer leurs idées les plus improbables par un semblant de concertation. L'objet d'un tel dispositif n'est ni de dialoguer, ni de concerter, ni de consulter mais de convoquer la population pour la prendre à témoin, la prendre en otage.

C'est justement pour éviter ces abus de langage, de communication et de pouvoir, qu'une charte de la concertation a été créée en 1996 par le gouvernement sous le ministère de Corinne Lepage. Cette charte précise notamment que la concertation doit s'établir en amont du projet, sur son opportunité : Voulons-nous un golf « Resort », est-ce un projet pérenne et susceptible de générer vraiment de l'emploi, est-ce la bonne voie pour le tourisme landais, ou y-a-t-il mieux à faire ? Question auxquelles il est évidemment possible et souhaitable de répondre sans engager des frais d'études somptuaires. Chacun sait et comprend ce qu'est un golf et un projet immobilier. Après seulement, si l'on juge cette idée opportune, s'engagent les études de faisabilité.

Cette absence de véritable concertation est la raison pour laquelle les associations environnementales ont refusé de participer à un dialogue qui n'en est pas un puisqu'il bafoue d'emblée le bon sens et la charte établie par l'état. Le garant de la concertation par son silence sur le sujet, confirme cet état de fait.

Pourtant, le porteur de projet déclare que l'adhésion de la population est nécessaire à sa réalisation tout en admettant devant l'évidence et la pression des oppositions que le dialogue territorial, quelles que soient ses vertus, ne permet pas de connaître l'avis de la population. Dès lors, il ne reste qu'un choix, celui de consulter vraiment la population, c'est-à-dire d'organiser un référendum.

Référendum local, l'arme démocratique absolue

Le référendum local, utilisé très souvent dans de nombreux pays démocratiques, est une manière neutre et sincère de connaître le choix de la population sur un sujet précis. Or, nous l'avons vu, la collectivité s'est ici impliquée jusqu'à vouloir imposer son idée et n'a cédé que devant l'opposition d'un territoire qui se divise.

Dès lors le verdict d'un référendum n'est plus perçu par elle comme un choix mais comme un jugement, donc un danger. Devant ce danger, certains vont jusqu'à envisager que le référendum puisse être un déni de démocratie !!! La démocratie représentative se crispe dès lors qu'il s'agit pour les représentants de soumettre leurs idées directement au peuple. Ce qui devrait être une formalité, une évidence, consulter la population sur un sujet qui concerne les orientations de tout un territoire - et qui est l'étude la plus simple et la moins chère à réaliser - devient un problème. Ce qui devrait être un moyen de pacifier un débat et d'installer un projet sur des bases saines devient une source de conflit.

Au forceps, les associations relayées par les conseillers communautaires de MACS ont pourtant obtenu la promesse de leur président de proposer un vœu de référendum. Ouf!...Après la fin du "dialogue territorial". Soit. ...Si le projet est poursuivi. Sans blague!...Et si des investisseurs se présentent. Mais oui...



Golf de Tosse: Un débat pour sauver le sens commun

Les considérations techniques, les perspectives hasardeuses, les déclarations d'intentions, la malhonnêteté de ce dialogue de sourds ne doivent pas nous faire cependant oublier l'essentiel.

Les raisons et la réalité du projet: il s'agit de construire à Tosse sur 250 ha un golf « Resort » de 51 trous et son complexe immobilier dédié dans le but de créer de l'emploi.

Ce projet ainsi présenté répond à une incantation qui semble avoir valeur de théorème: pour être une destination golf, les Landes doivent accéder au désir des golfeurs à fort pouvoir d'achat qui exigent de pouvoir jouer pendant 7 jours sur un parcours différent dans un périmètre d'une trentaine de kilomètres.

Voilà à quoi tient la stratégie pour la création d'emploi dans un des départements les plus à gauche de France.

Des bureaux d'étude passés maîtres dans l'art de la divination sont chargés de sonder le marché et de certifier si dans 10 ou 12 ans, date de

mise en service de l'installation, l'espoir d'une clientèle supplémentaire de golfeurs de luxe se confirmera (ou pas), alors que tous les indicateurs montrent un marché durablement en baisse, que le Japon ne sais plus comment recycler ses golfs inutilisés, que le sud de l'Espagne regorge de complexes golfiques et résidentiels à l'abandon, que le dernier « Resort » de Marrakech vient de faire faillite et qu'il existe en France pas moins de six projets semblables à celui de Tosse nés de l'imposture de la Ryder Cup.

Dans ces conditions, l'obstination qu'ont les promoteurs de ce projet à nous parler d'emploi devient simplement grotesque et le débat qui promet de prendre en otage la société pendant encore plusieurs mois ou plusieurs années autour de la Californisation de la côte landaise purement consternant.

Une collectivité vertueuse devrait pouvoir se rendre à l'évidence et abandonner un projet aussi mal engagé sans que cela lui soit préjudiciable. Gageons au contraire que ce courage et cette humilité politique lui vaudraient la reconnaissance de tous.

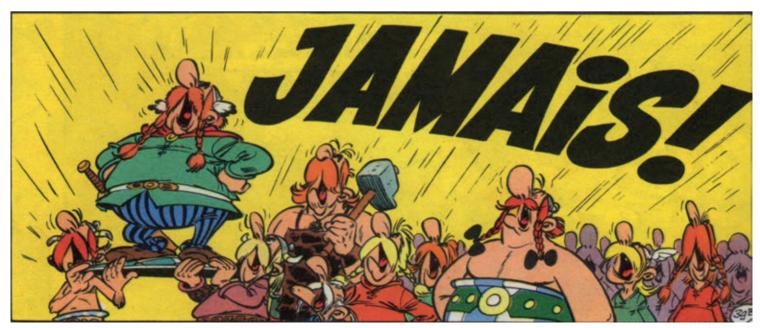
« LE DOMAINE DES DIEUX »

« Le domaine des dieux » semblait écrit pour nous ; Uderzo et Goscinny avaient tout compris. Relire « le domaine des Dieux », en comprenant la portée sociologique et politique de l'ouvrage, devrait nous économiser beaucoup d'encre et de salive. Nous y retrouvons tous nos acteurs locaux et les tenants et aboutissants de la manipulation qui s'exerce ici secrètement par les plans des nouveaux empereurs du monde civilisé : les lobbies du tourisme de masse, du BTP, Bouygues, Veni, Vidi, Vinci e tutti quanti.

Les petits césars locaux ne sont que de la broutille, des exécutants.

Mais pour l'heure, les petits villages que nous connaissons bien, enfouis dans la grande forêt landaise riche en succulents sangliers voient l'avenir avec optimisme et répondent en chœur à notre **grand sondage d'opinion :**

Voulez-vous de la californisation des Landes, laisserez-vous bétonner la côte landaise?



(Astérix, Le Domaine des Dieux)

JURFERS









🗱 🐉 🐉 🦝 Wavegarden - Kookgarden* 💸











Vu de loin, une société qui s'agite, investit de l'argent et des efforts pour fabriquer une vague artificielle au ras de l'une des plus belles plages du monde est une société de dingos. Vu de près aussi!

Parce qu'il s'agit de fabriquer la vague parfaite, étant entendu que les vagues naturelles (!), inégales, capricieuses, aléatoires, ne sont pas, du point de vue de l'esthète, parfaites. La prétention serait-elle la dernière trace de notre civilisation? On se dit que ce n'est pas possible; mais au contraire, ca déferle. Le monde du surf se déchire. Quand certains voudraient produire de l'énergie avec les vagues, d'autres envisagent de produire des vagues avec de l'énergie.

Les béotiens s'étonnent, les touristes qui rentrent de la plage s'interrogent. Il y a donc un problème de vague dans les Landes? Diable!

Cessons là. Le projet Wavegarden d'Atlantisud porté par le syndicat mixte Landes Océanes (Département 70% - MACS 30%) a été officiellement abandonné après 3 ou 400 000 euros d'études. Les raisons invoquées pour justifier l'abandon du projet ont toutes été listées depuis longtemps par les citoyens, les associations, les moniteurs, les acteurs. Ce que le porteur de projet nomme avec dédain les oppositions; entendez, la population.

Ce débat, initié par les surfeurs eux-mêmes, aura au moins eu le mérite de poser les bases d'une réflexion.

*jardin des ploucs, des dingos; surnom donné par les surfeurs

Le projet de Piscines à vagues, soutenu par les marques de surf, est inconciliable avec la culture surf et ses valeurs

Dans les années 70 et 80, quelques surfeurs décidèrent de créer un petit business en fabriquant board-shorts, T-shirts et combinaisons de surf pour vivre à proximité de la plage. Le succès de ces beach boys ne s'est pas longtemps fait attendre. Leur botte secrète aura été de gérer leur entreprise avec leurs valeurs et leurs convictions de surfeurs.

En guelques décennies, l'industrie du surf a créé des milliers d'emplois directs et indirects et généré plusieurs milliards de dollars. Ces entrepreneurs ont pu acquérir une forte crédibilité et préserver la fidélité de leur clientèle en étant à l'écoute d'une jeunesse attirée par le côté aventure, cool, nature et authentique du surf et créer un lien fort avec la base des surfeurs.

Ces entreprises n'hésitaient pas à décréter une petite pause surf, le temps d'une session bien méritée lors de conditions de vagues exceptionnelles. Rien de tel pour créer une excellente ambiance autour de valeurs communes et motiver ses troupes. Ces valeurs partagées entre les employés et la direction de ces entreprises, ont ainsi largement contribué au succès, à la légitimité et à la notoriété de ces marques.

Dans ce contexte, la société Rip Curl fut particulièrement visionnaire en initiant le concept « The Search » lequel constitue l'ADN et le fil rouge de l'entreprise. Au travers de l'idée de voyage, d'aventure et de quête insatiable de nouvelles vagues, Rip Curl a su en permanence se renouveler en déclinant son concept lors de multiples événements, notamment en organisant chaque année une étape de la Coupe du Monde en un lieu tenu secret le plus longtemps possible pour surfer des vagues de classe mondiale. Ce type d'événement est pleinement en phase avec le surf qui consiste à se déplacer en fonction de la qualité des vagues et des saisons. Le surfeur se déplace à la vague, et non l'inverse. Plus récemment, la société Rip Curl a créé une montre GPS adaptée au nomadisme des surfeurs. Cette stratégie leur permit de rester au plus près des valeurs du surf et de maintenir le positionnement de l'entreprise sur une image authentique. Un des slogans utilisé depuis fort longtemps « made by surfers for surfers » est révélateur de cette obsession de maintenir une forte proximité avec la base.

Alors que le surf business est en plein essor, Rip Curl et O'Neill refusent d'entrer en bourse pour trouver des ressources nouvelles. Mais dès 1988 Quiksilver s'ouvre au marché de Wall Street, rapidement suivi par Billabong et Volcom. Ils investissent, rachètent les marques émergentes... Cette nouvelle donne amène un bouleversement culturel au sein de l'entreprise, impliquant des ajustements et des restructurations permanentes pour répondre aux nouvelles contraintes d'un marché en expansion. Le développement de ces entreprises peut s'analyser en trois phases :

Le surfeur Landais :





Du début à la fin des années quatre-vingt-dix, le recrutement de surfeurs a été privilégié sur des postes à responsabilité sans exigence de diplôme ou de cursus professionnel attestant de compétences aux fonctions requises. Certains ont su s'adapter et se former pour gravir les échelons de l'entreprise alors que d'autres sont restés à leur poste initial, basculant parfois d'une entreprise à l'autre. De nombreux surfeurs ont ainsi bénéficié de cette opportunité.

La deuxième phase a été marquée par le recrutement dans les années 2000 de jeunes talents diplômés ou ayant eu des responsabilités importantes dans des entreprises hors surf. Il pouvait s'agir de personnalités ayant déjà eu une expérience dans le milieu du textile, (du sportswear ou de la mode), des cosmétiques ou d'entreprises à succès auprès des jeunes.

Si l'arrivée de cette deuxième vague a permis de booster les entreprises du surf et d'engager des stratégies d'ouverture et de rachat, une fracture entre surfeurs et non surfeurs s'est progressivement installée, sans pour autant créer de vagues dans ces périodes fastes. Mais la crise économique a mis fin prématurément à cette douce cohabitation, mettant en évidence leur différence de culture et de vision notamment en période de tempête. La crise aura ainsi permis au microcosme du surf d'apurer ses comptes en procédant à des vagues de licenciements sans épargner parfois quelques vieilles stars du surf, plus compétentes à raconter la dernière session de surf magique qu'à produire un travail effectif.

Les récents mouvements opérés au sein de la société Quiksilver sont symptomatiques de l'avènement d'une troisième phase, où les prétendants aux postes à responsabilité devront dorénavant afficher un enracinement dans la culture surf, et démontrer de réelles compétences managériales.

Après avoir passé plus de 20 ans aux plus hautes responsabilités au sein du groupe Nike, puis comme directeur de la société Disney Consumer Products, Andy Mooney, flamboyant chef d'entreprise, avait tout pour séduire des actionnaires convaincus que son parcours sans faute allait réveiller une entreprise aux résultats trop ternes. Recruté en 2013 au poste de CEO Quikilver, il se fera débarquer deux années plus tard faute de résultat et pour ne pas avoir compris la culture de l'entreprise.

Le départ de Kelly Slater de la société Quiksilver, lequel ne se retrouvait plus dans les valeurs de l'entreprise, a précipité son éviction, remplacé en mars 2015 par Pierre Agnès, un landais du cru nourri aux magrets et aux valeurs du surf, chargé de redresser l'entreprise, recréer du flow et la repositionner autour de ses valeurs. Exit donc les stratégies et techniques éprouvées par Nike et Walt Disney. Retour aux sources originelles de la marque, le surf ne sera pas un sport, ni un parc d'attraction.

Le récent soutien affirmé des entreprises de surf à la création d'une piscine à vagues montre bien que certains leaders n'ont pas bien compris la leçon.

Leur conviction pourrait impacter leurs plus fidèles clients, du fait de ne plus être en phase avec les valeurs originelles de la marque. On touche là aux aspects stratégiques intangibles des entreprises du surf. Avec la crise, le consommateur remet en question la valeur des marques. Déstabilisés par la récession, les clients sont en quête de nouveaux repères. Plus que jamais ils rejettent le superflu, seules les valeurs sûres tirent leur épingle du jeu.

Mais quelles sont réellement ces valeurs?

Le surf est d'abord une invitation au voyage, vers l'autre, un mode d'appréhension du monde, un art de vivre en relation avec son environnement.

Un bon surfeur est capable d'utiliser les courants pour se rendre au large, identifier et éviter les dangers, et trouver une lisibilité dans un environnement tumultueux. Surfer exige une attention de tous les instants pour comprendre l'environnement complexe et aléatoire sur lequel il compte bien jouer sa partition. Surfer des vagues différentes lui permet d'affiner sa perception, développer des habiletés dans l'espace-temps imposé par le déferlement de la vague.

L'idée de piscine à vague se situe dans une rupture totale de cette approche. A la vague sauvage, libre, gratuite, nos décideurs valident l'idée d'une vague domestiquée, enracinée dans le béton ...et payante.

Renoncement aux valeurs dur surf, ici la vague précuite vient à votre rencontre sur le parking effaçant de facto l'environnement naturel et sa variabilité.

Adieu, veau, vache, cochon...Terminé la communion avec la nature, l'imprévu, la série fantôme, le hasard, l'incertitude, la découverte, l'improbable, l'odeur de la mer, la transparence de l'eau, l'horizon, le sable et le coucher de soleil... dorénavant chaque vague sera identique, et vous me répéterez ce geste, 10 fois, 100 fois, 1000 fois pour réaliser la manœuvre à la perfection, cette manœuvre qui ne se trouve que dans les livres et dont se moquera toujours le réel. Jusqu'à ce que mort s'en suive III

Comment les marques de surf peuvent-elles valider les piscines à vagues ?

Ah les traîtres! Qu'on les pende haut et court!!! Quel renoncement aux valeurs qui les ont portées en haut du succès. Ces grands enfants auraient-ils oublié leur admiration pour les histoires racontées par leurs aînés aventuriers partis dans des contrées lointaines en quête de cette sublime vague promise. Où sont passées leurs premières amours? Leur piscine à vague est un poulet aux hormones pour un gastronome landais.

Les entreprises de surf peuvent remercier le Conseil Général des Landes d'avoir renoncé à ce projet suicidaire. Toute leur crédibilité se serait fracassée sur le béton de leur vague. « Made by business for business ». Ils auraient eu bonne mine, ma bonne mimine, d'affirmer leur sensibilité environnementale au travers de concepts comme « The Search »(Rip Curl) ou « Design for Humanity »(Billabong) sur le thème de l'eau dans les pays pauvres, tout en faisant du lobbying auprès de collectivités crédules pour créer des piscines à vagues sur les deniers publics. Absent du débat, Surfrider Foundation, plus soucieux de préserver ses bonnes relations avec les entreprises de surf que de défendre les valeurs qu'ils revendiquent peuvent dorénavant souffler. Ils n'auront pas à prendre position car le projet est parti en fumée.

Merci Monsieur Emmanuelli, par votre décision, vous les avez sauvés à leur insu en redonnant au surf et aux surfeurs leur dignité.

Francis Distinguin

DTN de surf de 1990 à 2007. Actuellement

Responsable du sport de haut-niveau au

Centre National d'entraînement en Altitude

de Font-Romeu. Il tient par ailleurs un blog sur la plateforme web du quotidien le Monde http://performance.blog.lemonde.fr/

Détail de la maquette:

« Quelle Landes demains »

le tire-fesses

Le drapeau de l'UCPA

On a peu à peu exclu les populations locales de leur environnement historique. Quelles qu'en soient les raisons, c'est un fait. Des familles qui ont fréquenté les plages de la côte sauvage depuis des générations ont dû renoncer face aux contraintes et interdictions. L'émotion est toujours vive et la colère latente lorsqu'on aborde ces sujets.

Or il est une voiture - et une seule - qui roule encore sur la plage. La mission exceptionnelle qui autorise ce véhicule à braver l'interdiction préfectorale est d'apporter les planches aux surfeurs de l'UCPA venus coloniser les vagues sur plusieurs kilomètres en dehors des baignades surveillées. Rien de moins, rien de plus.

Voilà ce que les moniteurs de l'UCPA apprennent à leurs pratiquants sous couvert d'éducation populaire. "En vertu de la philosophie du surf, nous avons le droit de déferler à une centaine et d'accaparer plusieurs kilomètres de plage, de faire dégager les surfeurs et les pêcheurs qui s'y trouvent, et pour vous éviter toute fatigue, nous vous portons les planches et les rafraîchissement parce que, ayant quelques accointances avec les élus locaux, nous avons une autorisation exceptionnelle pour cela. Et nous plantons notre drapeau, sur un sable vierge, qui désormais nous appartient pour une seule raison: nous y faisons notre business!"

Ce drapeau, vous le plantez dans le coeur de tous ceux qui ont fréquenté ces lieux sans jamais s'en approprier le moindre grain de sable; ils étaient libres de cet espace au même titre que tous, et l'idée d'en tirer un quelconque profit n'a jamais germé dans leur cerveau. Ils n'étaient pas (encore) surfeurs, ils étaient des gens du coin, des paysans, des estivants mais ils étaient des hommes et des femmes dignes.

Il n'y a pas en effet un monde du surf. Il y en au moins deux: celui qui appréhende le surf comme une relation de respect avec l'océan, avec la nature, comme une quête, une communion, et celui qui, au mépris de tout cela, y trouve plus que tout un prétexte à faire de l'argent. Ces mondes sont irréconciliables.





On se méfiait, l'homme est ombrageux, il nous avait taclés une ou deux fois, à cause de tout notre verbiage, notre agitation, nos bons sentiments, notre tralala de citoyens. On nous avait prévenus, le type travaille en solo, genre franc tireur. Nous les militants d'avant-hier, on allait rencontrer la légende.

Bon, on téléphone, on prend rendez-vous, on sonne, on entre et on parle. Classique. Disons plutôt il parle. On dit bonjour, il envoie le reste. Le travail, la jurisprudence, les dates, le tribunal, le Conseil d'État, la SEPANSO, les Amis de la Terre, les élus de l'époque, ceux d'aujourd'hui (ce sont les mêmes !!!), la loi littoral, le préfet Barthélémy, les codes juridiques, le Bouyssou, le Lamorlette, le procès gagné contre Bouyssou lui-même. On se jette quelques coups d'œil. Moi je fais semblant de noter, pour faire pro, je prends des airs inspirés, j'acquiesce comme j'ai vu faire les journalistes.

Voilà maintenant qu'il s'agite, il fait des bonds, il saute de sa chaise, grimpe aux étagères pour nous montrer des dossiers. 83 ans; on est submergés.

- « J'ai ramé pour avoir le BAC mais j'ai appris à 50 ans le code juridique par cœur parce que je sais pourquoi je le fais. »
- « On allait le dimanche avec ma femme (elle qui corrigeait mes notes, mes rapports) se promener sur nos terres. » Entendez celles qu'ils avaient sauvées du béton.

Deux mois après je relis mes notes: j'ai écrit "on s'est bien amusés", "jubilatoire", "beaucoup de plaisir", "pas de fatalité", "passion", "plaisir" encore... Je n'ai pas écrit joie, mais c'est de joie qu'il s'agit. On est allé rencontrer un vieux juriste aigri et fatigué, on a vu un gamin plein d'enthousiasme qui nous a transmis de la joie.

30 ans de combat, de procès, de batailles juridiques, de paperasse et pas une trace de rancœur. De la fierté, de la satisfaction.

- « On me dit Monsieur Dufau, selon vous ... Non, pas selon moi; selon le code et la loi. » Ce type n'a pas défendu un point de vue, il a défendu la loi contre ceux, promoteurs et élus de tous poils qui, le plus souvent en toute conscience, entendent s'en affranchir et bétonner notre territoire par intérêt et cupidité. Les mêmes qui nous vendent aujourd'hui la nature landaise, l'espace, la liberté.
- « Pour moi le combat est presque gagné; toute la côte est quasiment protégée mais il faut rester vigilants. Nous avons toutes les armes juridiques pour démonter tous les projets. » Il nous montre ses étagères de dossier. Les armes sont là, les outils attendent l'artisan qui voudra les manier. Jean Pierre Dufau veut transmettre, il veut former les maîtres artisans de demain, il nous attend.

La fatalité, la résignation, les « on n'y peut rien », les « ils sont plus forts que nous », les « pots de terre contre le pot de fer », c'est de la foutaise. Des excuses pour s'acheter une bonne conscience.

Ici, sont toutes les preuves, les scalps, les verdicts, le tableau de chasse de trente ans de traque, de trente années de vigilance et de défense de la nature landaise. Oui, quoi qu'en disent les promoteurs, les aménageurs de tous poils et n'en déplaise au directeur de la CCI, avec ou sans pins, avec ou sans marécages, les biotopes et les écosystèmes particuliers qui se développent dans les Landes sont la nature. Et il ne suffit pas que quelque hominidé y pose sa patte ou sa roue pour en faire quelque chose d'artificiel.

Parce que l'homme fait partie de la nature.

Les victoires du vrai Dufau

Résultats des contentieux engagés pour la SEPANSO et les Amis de la Terre depuis 1993. Les projets auxquels nous avons échappé!





Annulation d'un permis de construire dans une zone protégée par un recours au TA ou CAA



Annulation d'une modification de PLU par un recours au TA ou CAA résultant la protection d'une zone



Annulation d'une modification de PLU pour un projet d'urbanisation par un recours au TA ou CAA Annulation du POS d'une commune par un recours au TA ou CAA

Annulation d'un plan d'aménagement par un recours au TA, CAA ou par le Conseil d'Etat



Annulation d'une Déclaration d'Utilité Publique pour un projet dans une zone protégée par un recours au TA ou CAA



Annulation par le Conseil d'Etat d'un grand projet de golf 3 x 18 trous + 1 x 9 trous = 315 hectares



Annulation par un recours au TA de plusieurs permis de construire successifs pour un "Club MED" dans une zone protégée



Annulation d'un projet d'aménagement par un recours gracieux résultant la protection d'une zone

La proie pour l'ombre

A Labenne, les édiles locaux et communautaires ont projeté de raser le dernier havre de verdure du centre-ville pour construire un pôle d'arts plastiques. Pour y dessiner des arbres ?

Peut-être une inspiration venue de Tosse où l'on érige sur un rond-point une impressionnante pigne dorée, géante, autoritaire, phallique, "hastiala" alors qu'on se propose de raser 250 hectares de forêt.

Preuve de notre amour pour la nature ou gloire rendue à l'industrie du bois ?

Les œuvres qui ornent nos ronds-points sont censées donner une image du patrimoine d'un village ou d'une région. Soit.

Le pot de résine gigantesque de St Geours de Maremne et la chaise gargantuesque d'Hagetmau témoignent d'un passé révolu.

Que nous dit alors le cahier de poésie monumental?

Les chasseurs d'alouette sont sommés de démonter leurs cabanes sur les dunes et dans les champs quand on installe une tonne sur la route de Messanges.

Une dune en couleur s'invite à l'entrée de Soustons l'année même où le "saumoduc" a manqué de détruire la dernière côte sauvage du sud des Landes.

Plus loin de nous le pêcheur inoxydable de Navarrenx ne nous dit pas que le gave est pollué aux métaux lourds issus des canons à neige.

Les bâtisseurs de cathédrale ornaient leurs frises de détails païens, les peintres savaient armer les commandes de leurs mécènes de messages personnels, où est la trace de la conscience des artistes qui réalisent ces chefs-d'œuvre?

Alors que la dune s'amenuise, qu'elle est menacée de toute part par le bétonnage et le piétinement, les gourbets, les cistes, la fétuque et l'armoise de Lloyd colonisent peu à peu les ronds-points. Est-ce un message?

C'est en effet de patrimoine qu'il s'agit, à la manière dont l'envisagent les conservateurs des musées et il n'y a malheureusement rien à trouver dans cette débauche ostentatoire de mauvais goût que des traces certaines de disparition.

Prions la Sainte Asperge et le Kiwi tout-puissant pour qu'un poisson ne vienne pas s'échouer sur un rond point de la côte. Ce serait la fin de l'océan.



Pour tourner en rond on est obligé de prendre à droite ?

Alors, VOUS, les écolos

Depuis trois ans, les huîtres du lac d'Hossegor sont régulièrement interdites à la vente. Obligé de les filtrer en bassin de décantation, décontamination, leur faire prendre l'air de Bretagne. En cause les stations d'épuration de Tyrosse et Bénesse pas aux normes, les riverains du lac pas raccordés, le réseau de Capbreton vétuste. Bref, des taux d'e-coli, entendez les matières fécales, bien au-dessus des normales de raison. A Hossegor, on a compté autant de merde en un jour qu'il y a 30 ans dans toute la saison. Ça donne un shuc puissant aux palourdes. Le ramassage des coquillages est bien sûr formellement interdit mais le maire d'Hossegor a laissé les panneaux au garage des services techniques, pour pas effrayer la population. La préfecture s'en lave les mains – à l'eau claire.

Cela n'a heureusement aucune incidence sur la fréquentation ou le cours de l'immobilier. La pollution ne se voit pas. Et depuis la construction de la promenade, on peut faire le tour du lac sans se mouiller les pieds ou se salir les pantalons. Un vrai effort de propreté!

Pourtant la bonne société d'Hossegor ne peut plus l'ignorer: au pays de l'élégance océane, on patauge bel et bien dans le caca.

Avec la SEPANSO, les premiers à avoir donné l'alerte furent les activistes verts de la SPSH, la société des propriétaires de Soorts-Hossegor, organisés en groupe de pression pour obliger les autorités à prendre de mesures. Depuis, branle-bas de combat. On a réuni des comités de réflexion, de pilotage, proclamé le grenelle du lac d'Hossegor, on a promis des mesures, on veut enlever le sable (on ignore encore pourquoi). Les derniers dragages se sont avérés catastrophiques pour le lac, son écosystème, sa salubrité et sa fréquentation touristique mais dans l'urgence, il faut faire quelque chose de visible, d'électoral. On a même, dans l'ivresse de la réflexion imaginé remplacer les bancs de sable fin par des reposoirs artificiels à mouettes... en plastique. Si, si!

Les édiles n'arrivent pas à franchir le pas environnemental. L'économie est au centre de leur vie, au centre de leur pouvoir. Ils n'arrivent pas à accepter que la salubrité et l'équilibre écologique du lac soient les garants indispensables de son attrait touristique et de son "exploitation économique". Tempête sous les crânes, affaire à suivre...

Merci les proprios! Alors, VOUS, les écolos!

Le paysage, grand œuvre de la CCI

Chacun le sait, la forêt primaire a disparu de nos contrées depuis bien longtemps et tout, terre et eau, est domestiqué, découvert, acquis.

L'obstination actuelle à déclarer la nature comme n'étant pas naturelle mais conséquence de l'intervention humaine n'est pas gratuite. Elle tend à dénier le mot même de nature à ce qui constitue notre milieu terrestre pour lui préférer celui d'environnement; elle tend à accaparer à son profit, à confier à la responsabilité des hommes tout ce qu'on pourrait encore attribuer à l'action d'un écosystème, d'une symbiose, d'un milieu naturel. Jusqu'aux associations qui, pour avoir immergé quelques récifs artificiels au large du Golfe de Gascogne, se sentent dépositaires de l'équilibre et de la survie de la faune marine.

Ce qui fait dire à l'inénarrable directeur de la CCI des Landes, lui le dernier et seul promoteur contre tous de la traversée des Landes par un saumoduc et de la pollution de l'océan, que les Landes, paysage et nature, sont l'œuvre des entrepreneurs passés et présents.

Que des hommes, métayers, ouvriers et paysans aient signé de leur sueur, de leur amour et de leur sang chaque mouvement de terre ou de sève, que des hommes, seuls contre tous aient su préserver de la destruction ce qu'il reste d'espace où se meut, ou résiste encore une vie végétale et animale spontanée, particulière, adaptée à un biotope et à un territoire sont des détails de l'histoire.

Les déclarations, les démonstrations de force, les expositions de tracteurs disloquent la relation charnelle qui lie l'homme et la nature. Dès lors qu'elle n'est plus naturelle, la nature devient un chantier public comme un autre, un site à aménager.

La forêt des Landes,

cadre de vie et patrimoine naturel

Aude Pottier, géographe, nous aide dans les 500 pages de sa thèse de doctorat « La forêt des Landes de Gascogne comme patrimoine naturel ? Echelles, enjeux, valeurs » à dépasser la vision archétypale de la forêt landaise comme simple objet économique servant souvent de justification à toutes les dérives (notamment sylvicoles). La thèse s'appuie sur l'analyse d'une centaine d'entretiens semi-directifs effectués auprès de différents acteurs du massif (sphère forestière privée et publique, élus, collectivités territoriale, Parc Naturel Régional, milieu associatif).

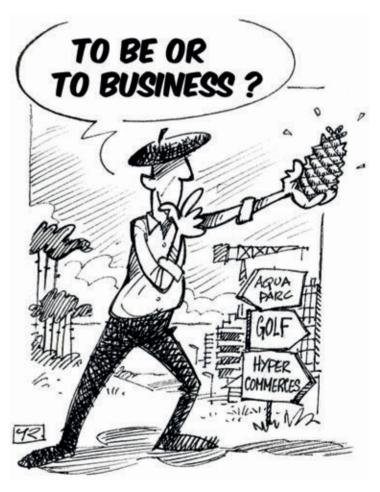
L'objectif du travail mené a été d'identifier et de définir les valeurs dont la forêt landaise est porteuse pour les acteurs de la vie économique, politique et associative du massif landais. Le résultat de cette recherche montre que « bien que la valeur économique soit la raison d'être de la forêt landaise, elle ne peut, à elle seule, la résumer. Au-delà d'apparences trompeuses, le massif forestier des Landes de Gascogne constitue un terrain exemplaire pour l'analyse des valeurs associées à un objet forestier : il en offre un véritable concentré ». Quatre familles de valeurs émergent dès lors que l'on questionne les acteurs de ce territoire : la valeur économique (sans grande surprise) mais également des valeurs culturelles, naturalistes et sensibles qui croisées, permettent d'appréhender les liens qui unissent une population à son territoire.

La valeur culturelle offre des aspects multiples où identité, histoire, mémoire et ancienneté sont autant de dimensions qui émergent et qui construisent le rapport tant collectif qu'individuel des habitants originaires de la forêt.

La valeur naturaliste montre tout l'intérêt de penser la forêt landaise à plusieurs échelles. En y pénétrant, la plus-value de certains milieux (tout particulièrement les zones humides) apparaît tout autant sous l'angle écologique que pour l'usage qu'en fait la population (pêche, chasse, promenade). En considérant le massif landais dans sa globalité, son étendue devient une force car il est intrinsèquement plus intéressant d'un point de vue écologique que n'importe quelle autre occupation du sol

Enfin, face au paysage forestier landais, bien-être, calme, ressourcement sont autant d'attributs mélioratifs qui tiennent une place de choix. De

fait, hormis pour ceux qui l'exploitent directement, soit désormais une infime partie de ses habitants, la forêt landaise « constitue un cadre de vie porteur de qualités paysagères, environnementales et identitaires bien avant d'être porteur de richesse économique ».



Loin de rester dans le cadre de la pure parole, ces valeurs se retrouvent dans le fondement de nombres d'actions : la manière dont la société civile s'est mobilisée après la tempête Klaus pour défendre la reconstitution de la forêt démontre comment un patrimoine privé est affirmé comme un patrimoine collectif ; le combat mené pour défendre ces valeurs par le milieu associatif en s'opposant à des promoteurs qui jouent sur l'image de la nature tout en la déniant en sont des exemples parlants.

Pourquoi donc défendre un bien qui ne nous appartient pas?

Le paysage landais qu'aucune clôture ne vient entraver, les pratiques de la chasse, de la pêche et de la cueillette demeurées ouvertes à tous, témoignent de l'Histoire particulière des Landes et de sa forêt. Ici, la forêt appartient à chacun comme chacun appartient à la forêt.

Aude Pottier résume cela ainsi :« Bien que la vocation productive de ce massif soit sa raison d'être, la forêt landaise est aussi porteuse de valeurs culturelles, naturalistes et sensibles qui la font entrer dans une volonté de préservation qui dépasse, et parfois se confronte, à sa simple importance économique ».

Les mesures de compensation écologique légales et seulement comptables qui proposent de replanter là-bas ce que l'on a détruit ici ne peut dès lors être vécue que comme une absurdité.

Rien ne répare la perte de l'être ou de l'objet aimé.





Ceci n'est pas un mirage

Ceci n'est pas une allégorie

Ceci n'est pas l'enseigne d'un nouveau centre de thalasso

Ceci n'est pas l'œuvre monumentale d'un artiste spécialisé en ronds-points et autres 1% d'autoroutes

Ceci n'est pas l'attraction phare d'un nouveau parc aquatique

Ceci n'est pas la création Achille-Talonesque d'une anachorète mégalomane en mal de bains de mer et de grand large

Ceci est l'instrument de la prise de conscience des petits landais et des futurs touristes environnementaux quant à la nécessité de préserver la biodiversité!... si, si !

La baleine bleue de plusieurs tonnes en pur plastoc vautrée nonchalamment sur les quais de la Seine pour une séance de greenwashing bien méritée lors de la COP 21 rejoindra bientôt son port d'attache de Pouydesseaux. La société SAS Le Biome, propriétaire du bidule, projette d'installer prochainement l'animal dans le futur parc animalier dont elle sera l'égérie sur le terrain de la fédération des chasseurs (de baleines?) des Landes.

La baleine en plastique, par sa taille et le goût exquis de sa réalisation, est supposée susciter « l'émerveillement » du public, et ainsi éveiller le visiteur à la protection de la nature.

Enthousiasmés par un projet aussi ambitieux, Madame Darrieussecq pour l'agglo du Marsan, Monsieur Lagrave pour le Conseil Régional et Monsieur Emmanuelli pour le Conseil Départemental ont promis respectivement 200 000, 300 000 euros et un rond point haddock pour permettre à la pauvre bête de manœuvrer et au flot des touristes de déferler sur le futur site.

Un sondage auprès de plusieurs personnes auxquelles nous avons révélé ce projet permet déjà de donner la tendance des réactions:



AUCHAN ATLANTISUD

La chasse au GROZOZIO est ouverte

C'est une chasse éthique, responsable, pour éradiquer les nuisibles qui mettent en péril l'écosystème de toute une région... Bref, inutile de développer les arguments, tout le monde ou quasi est d'accord avec nous sur le fond.

Un nouveau centre commercial Auchan à Atlantisud, dans le contexte de surabondance des supermarchés dans les Landes, sera le fossoyeur des derniers commerces traditionnels, de la vie des centres villes et villages et de l'émergence des nouveaux réseaux de proximité. Mais qu'on se le dise. Tous les recours légaux sont épuisés et le bruit court de l'imminence des travaux. Le combat est-il fini ?

Non, il commence! Une grande campagne de communication d'appel au boycott systématique du futur magasin ainsi que des enseignes de la galerie marchande sera le plus sûr moyen pour une population de s'opposer à ce qui n'est pas une fatalité mais le fait de la connivence qui existe entre les tenants de la grande distribution et les décideurs locaux et nationaux. Fallait-il le dire avec des fleurs?

Notre logo met en scène une arme symbolique destinée à chasser un oiseau symbolique qui est le contraire de la vie. Derrière l'humour, la détermination. Peut-être aurait-on dû préférer un visuel plus rassembleur, tous les citoyens d'un territoire qui se donnent la main pour demander poliment à Monsieur Mulliez de les laisser vivre en paix. C'eût été moins belliqueux. Seulement, voilà! La réalité reste la réalité.

Il ne faudra compter que sur nous. La CCI, la chambre des métiers, les associations de commerçants

comprennent leur intérêt mais regardent le bout de leurs pompes. Tout le monde est d'accord, mais personne ne fait rien... sauf donner des leçons de graphisme. Facile!

Assez de conseils et de bavardages. Si tous les gens concernés par cette affaire sur le territoire se mettent ensemble pour dire non à Auchan Atlantisud et organiser le boycott, il n'y aura pas de centre commercial. C'est aussi simple que ça. La fédération assume ses choix marketing. Ceux qui hésitent, qui se cherchent des prétextes, assumeront leur responsabilité...

La fédération de chasse au GROZOZIO appelle les habitants des Landes à éradiquer de nos plaines le rapace déguisé en rouge-gorge...

Alors promis, nous ferons un visuel avec une colombe et un rameau d'olivier.

Participez à la campagne de chasse, laissez votre recette pour préparer le GROZOZIO, votre technique de chasse, consultez le courrier aux associations et organismes de

commerçants et artisans, commandez votre affichette à apposer sur votre vitrine, votre autocollant...

Bientôt l'Ouverture du GROZOZIO

AUCHAN ATLANTISUD - ON RENTRERA PAS BROCOUILLE



La première rencontre (14 octobre 2014) pour le programme « Territoire à Energie Positive » de la MACS, propose aux citoyen-ne-s des ateliers de travail dont l'un est nommé « mobilisation des citoyen-ne-s », débouchant un mois après environ sur une autre réunion appelée à faire le point sur « l'avancement des réflexions suite à la première session de groupes de travail" » (20 avril 2015).

Lors de cette réunion, à notre grande surprise, un modérateur au lieu de faire un résumé des résultats des réflexions en ateliers, nous propose un exposé du programme TEPos tel qu'il avait déjà été présenté en préambule des ateliers et tel qu'il est décrit sur le site de MACS et du ministère de l'écologie.

On nous annonce que ce programme ambitieux ne pourra être réalisé qu'avec les banques privées et les grandes entreprises du secteur, information confirmée par le magazine de la MACS qui se félicite de la subvention de 500 000 euros (minimum) obtenue du ministère de l'écologie pour réaliser le programme TEPCV. TEPCV ? Le nom en effet a changé : lisez Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte !

Le financement de ce programme a soulevé beaucoup de questions pendant la réunion. Réponse presque unique: Le citoyen doit investir, le but étant de le motiver à utiliser ses réserves, sinon à prendre un crédit. Dès lors la question se pose: le programme TEPCV sert-il finalement à aider les grandes groupes et entreprises de l'énergie et du bâtiment ainsi que le secteur banquier ?

Pas un mot sur des projets solidaires, communs, éducatifs, auto-construction, initiatives locales... Vu ainsi, « la croissance verte » a tout d'un oxymore.

La salle est comble pour la réunion suivante. L'équipe TEPCV demande, partant du constat de lacunes certaines en matière d'implication citoyenne, de manque de solidarité, d'intérêt, mais aussi de volonté politique et d'information, comment mobiliser les citoyens pour ce programme important.

Un participant fait observer qu'une initiative citoyenne d'envergure regroupant une vingtaine d'associations concernées par ces questions à dû être annulée suite à la pression d'un maire et élu communautaire. L'équipe TEPCV était invité à animer une discussion autour du sujet. L'équipe TEPVC ne veut pas le savoir; « il nous faut des propositions constructives ».

Un autre fait remarquer l'incohérence du programme avec d'autres projets de la MACS : un méga-golf et une vague artificielle. S'il y a de l'argent pour investir dans des projets anti-transition, il s'agit donc seulement de choix politiques. L'équipe TEPVC ne veut pas le savoir; « il nous faut des solutions ».

L'équipe TEPCV insiste sur l'idée que les associations et collectifs citoyens représentés dans la salle doivent mobiliser les citoyens de la MACS sur la base du bénévolat.

Les représentants des associations se demandent donc comment réaliser cette idée, touchant déjà à leurs limites pour réaliser les objectifs propres des associations. Pourquoi donc les subventions de l'état ne permettraient-elles pas d'embaucher à cet effet ? Impossible: ce n'est pas prévu dans le programme.

La question se pose insidieusement: le programme est-il donc déjà prêt ? Pourquoi fait-on des débat, des ateliers ? On se moque de nous ? Les associations devraient se mobiliser alors que leurs propositions n'apparaissent même pas dans le résumé des ateliers de travail ?

La fameuse « transition énergétique » se transforme discrètement en un programme de subventions au nom du concept paradoxal appelé

« croissance verte », appellation qui apparaît dès lors dans le nom du programme.

L'histoire devient drôle quand on se souvient que M. Kerrouche, président de la MACS, pendant la première rencontre TEPos, nous parlait de décroissance. Bien sûr il parlait de décroissance de la consommation d'énergie. Et maintenant ? ... Tout le monde est tenu de faire la cabriole idéologique et de croire que la décroissance énergétique va produire de la croissance économique.

Le débat national sur la transition énergétique nous a appris que l'économie réelle, qui transforme l'énergie en produits ou services, chute depuis 10 ans parce que la consommation d'énergie régresse, faute de ressources. La croissance économique est donc directement liée à la consommation d'énergie...

Voilà qui donne à réfléchir. Dans les ateliers on a bien essayé d'en débattre mais aucune trace de ces propos dans les résumés. Il semble que les réflexions qui mettent en question le fondement même du programme préétabli ne soient pas les bienvenues.

Le programme prêt à l'emploi nous propose un activisme susceptible de sauver une économie de marché en crise, un protectionnisme à l'ancienne qui n'a pas seulement créé la crise initiale mais qui sert aussi systématiquement comme moyen majeur à la gouvernance structurelle en faveur d'elle-même ... c'est-à-dire en faveur des grands groupes, des banques, pas à l'autonomie énergétique des citoyens. La prétendue mobilisation des citoyens se révèle être un outil pour inciter à la consommation.

En conclusion on peut dire que ce programme nous utilise comme des marionnettes et met en scène des « ateliers de travail », de la « participation citoyenne » ou encore de la « transition » pour seulement prolonger un peu la vie d'un système en crise sans jamais s'attaquer aux vraies sources des problèmes. On perd notre temps et nos convictions.

L'investissement des citoyens - qui c'est ceux-là à la fin ? - ne sera-t-il pas plus convaincant s'ils s'organisent tout seul, s'ils sont à l'initiative, au lieu d'être téléguidés par un programme paradoxal et idéologique.

N'est-il pas préférable d'investir dans une vraie transition durable visant à une indépendance énergétique des citoyens ?

Le programme TEPos ou TEPCV est initié par le ministère de l'écologie. Il a été ficelé par l'état et les grands groupes pendant le débat national sur la transition énergétique, débat boycotté par les Amis de la Terre, Sortir de nucléaire, Greenpeace jugeant que la présence (l'omniprésence) des grands groupes industriels de l'énergie empêche toute réflexion véritable et impartiale.

Le programme tente de nous faire croire qu'un investissement financier lourd, donc une augmentation de consommation, un endettement de plus en plus important, accompagné par le travail bénévole des associations auprès des citoyens va changer notre mode de vie et notre société. Evidemment, il s'agit du contraire.

Seules les démarches vers l'indépendance structurelle, l'auto-gestion, vers les solutions vraiment innovantes au niveau de l'implication des populations ont un avenir prometteur.

C'est à nous d'agir bien sûr!

Mais ce n'est pas à nous de porter un programme incohérent proposé par une gouvernance déguisée en citoyenneté. C'est à nous de créer un programme territorial adapté avec l'appui des élus.





Le GPSO (Grands Projets du Sud Ouest), consiste dans la réalisation de deux infrastructures ferroviaires type LGV (Ligne à Grande Vitesse) entre Bordeaux et l'Espagne, et entre Bordeaux et Toulouse, visant à « désenclaver » les régions du sud de Bordeaux et à permettre leur développement.

Au début du XIX° siècle, le transport public des marchandises et des voyageurs existait déjà. Il fallait 14 jours en chariot pour faire Paris Bordeaux, 5,5 jours en diligence. Le TGV de l'époque, la Malle Poste, voyageait 24h/24 et usait du galop pour un parcours en 3,5 jours (86 h). Elle ne pouvait accueillir en sus du courrier que 2 ou 3 passagers privilégiés capables de payer un billet beaucoup plus cher. En 1840, la Malle Poste mettait 1,5 j (33h). En 1853, un saut technologique : le train. La ligne ferroviaire réduisit le temps à 13h. Les progrès font qu'aujourd'hui, sur cette même ligne modernisée, le temps minimum, sans desservir d'autre gare, est de 3h15. Demain, avec la LGV Paris Bordeaux (SEA) le temps sera ramené au mieux à 2h. Avec le GPSO Bordeaux Dax passera de 1h10 à ...1h10 (la LGV est plus longue) !!!

Le progrès irait-il dans le sens des LGV ? En réalité, on omet quelques données fondamentales.

L'argumentaire de certains grands politiques locaux et des CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie), qui promettent du désenclavement, donc du développement, donc de l'emploi paraît parfaitement cohérent si nous nous plaçons dans la trajectoire des deux siècles précédents. Malheureusement, cet argumentaire repose sur une inversion des causes et effets. Historiquement, le développement des infrastructures de transport est la conséquence du développement, et non la cause.

Les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) seront-elles le saut technologique qui remplacera toute ou partie des LGV, comme le train remplaça la Malle Poste ?

Toutes les études démontrent que les LGV ne permettent aucun développement induit. Au mieux, elles accélèrent les tendances. Ainsi une zone en croissance peut éventuellement se développer plus vite, mais une zone en récession verra sa récession toujours accélérée. Les

rapports institutionnels montrent les dangers socio-économiques et environnementaux de ces nouvelles LGV. La liste est longue, il serait fastidieux de la fournir. Une partie figure sur le site des Amis de la Terre.

Le gain du temps devient de plus en plus faible (gains asymptotiques) pour des investissements de plus en plus élevés (coûts exponentiels). Le gain de temps est-il un besoin vital quel qu'en soit le prix à payer?

Malgré l'avalanche des faits, nos politiques s'enferment dans le rêve. Le président du Conseil Régional d'Aquitaine affirme que l'Aquitain est favorable au GPSO puisqu'il l'a élu, alors que l'ensemble des sondages et des votations démontrent le contraire. L'emploi devient une obsession, le Conseil Régional a voté une motion indiquant que la simple construction de la LGV Tours Bordeaux allait permettre la création de 100 000 emplois (Ref : 2008.2973P). Au pic de l'embauche, il y en eut 4 200. Notre président affirme que les LGV du GPSO seraient les plus rentables de France. Dans le même temps la SNCF annonçait une perte annuelle de 200 M€ sur Tours Bordeaux. Aucune LGV n'est rentable à part Lyon Paris.

Trois enquêtes publiques ont eu lieu sur un projet raccourci. Le tronçon Dax Espagne est renvoyé à plus tard. Elles ont donné lieu à une opposition massive et fort bien argumentée des citoyens, des associations. Pour deux d'entre elles, les commissaires enquêteurs ont donné un avis défavorable, reprenant l'ensemble de nos arguments et relevant même "le manque de sérieux" sur l'un des dossiers présentés par le porteur.

S'asseyant sur l'enquête publique, les grands élus locaux ont pourtant obtenu la promesse de signature du ministère pour la DUP (déclaration d'utilité publique) alors même que le financement n'est pas connu. Les opposants n'en resteront pas là!

Dans ce dossier, comme souvent, la réalité des faits, des chiffres rejoint le sens de l'histoire, le bon sens qui fait que la majorité des gens comprennent que ces projets ne sont plus compatibles avec le monde de demain. Enfermés dans leurs anciennes certitudes, il n'y a que certains politiques pour refuser de l'admettre. L'obstination ne leur donnera pas raison.

LA FIN DE LA CROISSANCE

Sacrée croissance, tu ne reviendras pas. Nous devrons apprendre à partager le travail, les ressources naturelles. Un nouveau monde est à construire, plus nous nous engagerons vite dans le chantier, plus ce sera facile et enthousiasmant.

Sacrée Croissance, nos politiques attendent ton retour. De toi dépendent le développement et l'emploi. La croissance se mesure avec la variation PIB (Produit Intérieur Brut). Une variation du PIB supérieure à 2 % permet la création d'emplois ; en dessous, on en supprime.

1. La croissance vient de la consommation des ménages. **2.** La consommation vient du partage de la valeur ajoutée de production. **3.** La valeur ajoutée vient de la transformation des ressources naturelles

Les ménages représentent les deux tiers de la consommation : ils sont le principal moteur de la croissance. Le revenu des ménages est pour l'essentiel issu des salaires. Un salarié perçoit un salaire net qui, additionné aux cotisations sociales (partie payée par le salarié, partie par l'employeur), forment le coût du travail. Les cotisations sociales participent avec les autres impôts à la vie de la société humaine, financent les retraites, le chômage, le système de soins, la construction des routes, et assurent les services publics (éducation, transports collectifs, sécurité...). Lorsqu'un salarié travaille deux heures, une est pour lui, l'autre pour le bien collectif. Lorsque les salaires stagnent ou baissent, alors la croissance stagne ou baisse. La consommation des ménages dépend des besoins et des envies des ménages. Notre population vieillissante consomme moins, car elle a moins besoin de s'équiper que de renouveler ses équipements. L'incertitude du lendemain diminue la consommation (peur du chômage, sentiment d'insécurité...). Toutes ces conditions sont réunies dans les pays occidentaux pour faire baisser la consommation, et donc la croissance.

La valeur ajoutée obtenue par la production créait la richesse de la société humaine. Elle consiste à transformer des ressources naturelles en biens de consommation. C'est la production de légumes du maraîcher bio par le travail de sa terre, ou d'un producteur de cafetières qui assemble des composants eux-mêmes issus d'autres entreprises. Au début du processus il y a toujours du pétrole pour les matières plastiques, les médicaments, du minerai de fer, de cuivre... du charbon pour l'acier. Une entreprise comprend deux composantes : 1. Le Travail, 2. Le Capital

Les employés échangent leur travail de transformation des ressources contre le salaire. Le capital fournit les moyens de la transformation. Le partage de la valeur ajoutée se fait sur quatre pôles :

- 1. Les salaires un peu moins de 67 %
- 2. La rétribution du capital (intérêt d'emprunts, dividendes...) 17 %
- 3. Les impôts de production 5%
- 4. L'investissement 12 %

Le combat pour le partage de la richesse créée entre capital et salaire est une constante de l'entreprise.

La maxime du chancelier Schmidt : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » est une escroquerie. La part des salaires baisse de 10 % entre 1982 et 2008, alors que les dividendes croissent de 8 %, l'impôt et l'investissement demeurant stables. Cette valeur ajoutée, transférée dans les dividendes, a pénalisé la croissance. Elle est thésaurisée par une petite minorité de "winners", et alimente pour partie la spéculation et de l'accumulation de biens. La théorie du ruissellement d'Adam Smith ne fonctionne pas. Elle prédisait que les plus riches, en payant moins d'impôts, étaient plus efficaces dans la répartition des richesses que l'état. Car en dépensant leurs hauts revenus par la consommation, ils étaient prétendument plus efficaces que la répartition des impôts perçus pratiquée par l'état.

Une part de l'investissement de nos entreprises se fait hors frontières. Il s'accompagne d'une désindustrialisation, donc d'une perte d'emploi, d'un affaiblissement de la consommation par une fuite de la richesse produite. C'est l'application de l'autre théorie fumeuse : "Nous pensons, ils produisent". Ici, la recherche et développement (R&D plus de valeur ajoutée mais peu d'emplois), là bas, la production polluante, et à bas salaire. C'est oublier qu' "ils" peuvent aussi penser, et qu'un jour proche "ils" seront à notre niveau de conceptualisation. La Chine n'est plus seulement notre usine à produire à pas cher, elle devient aussi notre R&D à pas cher et aussi efficace. L'importation de produits pas chers permet de maintenir une consommation sur le déclin, mais en appauvrissant davantage le pays. L'automobile allemande surfant sur la "Deutsche Qualität" nous vend des voitures dont, seul, l'assemblage final se fait en Allemagne. Les composants sont essentiellement produits en Europe de l'Est avec des coût horaires bas (Al : 31,43 € / Tchéquie : 9,40 €). L'Allemagne a détruit en partie le revenu de ses ménages, c'est une population vieillissante appauvrie, sans jeunes. Renault produit les Dacia, véhicules Low Cost, en Roumanie (Fr: 34,58 € / Rou: 4,63 €). On veut baisser le coût du travail pour être compétitif. Pour être au niveau, faudra-t-il vivre avec le standard Roumain ou Chinois ? Notons que malgré son coût du travail particulièrement faible, la Chine est actuellement en grande difficulté. Elle produit, mais ne peut pas consommer, à part quelques privilégiés (nombreux mais faibles en %), sa population est globalement trop pauvre.

Il faut ajouter une autre pratique. Les productions délocalisées passent virtuellement par des filiales dans des paradis fiscaux. La filiale située dans le paradis fiscal achète à bas prix au pays producteur et revend plus cher au pays consommateur. Cette technique permet de domicilier le bénéfice dans des zones où il n'est pas soumis à l'impôt. A l'optimisation du prix de revient (production à faible coût), on ajoute celle du prix de vente. Le prix de vente est fixé en fonction des capacités de l'acheteur. Le marketing est un outil très efficace pour fabriquer des envies déguisées en besoins.

La financiarisation de l'économie possède un impact sur la croissance en baissant l'action des ménages, en accroissant le chômage, en détournant une partie des bénéfices. Tout ceci est réversible et du domaine de la volonté citoyenne et donc politique. Le chapitre suivant est plus problématique.

La Production: Trois nouveaux problèmes émergent.

Le 1er problème réside dans la raréfaction des ressources. Les productivistes considèrent que la terre se régénère et que le progrès technologique permet de recycler, d'extraire toujours mieux des gisements de plus en plus pauvres, de plus en plus difficiles, les ressources sont infinies. En 1956, Hubbert propose une modélisation qui prévoit que la production de pétrole américain passera par un maximum en 1970 puis déclinera. En 1971, on constate que la production est moins importante que l'année précédente. La théorie du Pic de Hubbert est confirmée. Le redéploiement de la consommation américaine vers le golfe entraînera le 1er choc pétrolier de 1973.

Hubbert prévoit que l'extraction d'une ressource naturelle suit une courbe en cloche avec un sommet plus ou moins plat. Au début, la production suit la demande qui est croissante. Lorsque l'on a extrait la moitié des réserves, la production ne peut plus suivre la demande, un nouveau modèle se met en place. La demande satisfaite sera fonction de la production. Il s'ensuit des ajustements (crises, explosion des prix...), rarement des substitutions par d'autres technologies utilisant d'autres ressources naturelles. La production va décroître jusqu'à la fin de la ressource ou son abandon. Attention, si la tendance de l'évolution du prix est globalement à la hausse, les crises, les spéculations, et les ajustements ponctuels pourront donner de fortes oscillations sur les prix. Un parfait exemple nous est donné par les cours actuels du pétrole. Le baril

est passé de plus de 105 \$ à moins de 35 en 7 mois. L'explication, comme les conséquences, sont difficiles à résumer, mais les faits sont là. Le pétrole cher, et surenchéri par la spéculation, a accéléré la crise, la demande a chuté, mais le réajustement n'a pas eu lieu, car le flot de pétrole n'a pas suffisamment baissé. Un pays producteur comme l'Arabie Saoudite a été fortement impactée dans ses revenus escomptés. Pour juguler son déficit financier, elle maintient sa production, quitte à brader son pétrole pour pouvoir assurer ses fins de mois. Une des conséquences du faible coup provisoire du pétrole est la mise en faillite des producteurs de pétrole et de gaz non conventionnels des USA, et la probable crise bancaire américaine qui va s'en suivre. Depuis 7 mois, la faiblesse du coût du pétrole aurait dû faire revenir la croissance, or il n'en est rien. La liaison faible coût de l'énergie /forte croissance n'est pas aussi évidente que l'on voulait nous le faire croire.

En général la diminution de la ressource va constituer le premier point de blocage, et contraindre l'entreprise à réduire la production. Les baleines fournissaient de l'huile d'éclairage, elles ont été sauvées par le pétrole. On a dû mettre en place des quotas pour le thon, la morue, l'anchois..., mais le poisson est une ressource renouvelable. Pour le non renouvelable, c'est différent. Le cuivre est en tension, le problème se pose avec le lithium, le cobalt, le platine dont les quantités disponibles sont trop faibles pour remplacer, en automobile, la propulsion thermique par l'électrique. La Chine dispose des plus grandes réserves de terres rares. Elles contiennent des minéraux très importants. Ils entrent dans la composition de nos multiples écrans, et bien d'autres produits de haute technologie. La Chine vient d'interdire l'exportation de ces terres, se réservant leur utilisation.

Le 2em problème réside dans la notion de travail. En science physique, le travail c'est de l'énergie. La deuxième composante de l'entreprise (Capital-Travail) doit être vue en terme d'énergie. Si nous rapportons la consommation moyenne énergétique des entreprises à la restitution énergétique des employés, nous obtenons un rapport de 1 à 200. Autrement dit, chaque fois qu'une entreprise utilise une unité d'énergie productive (physique ou intellectuelle) d'un employé, elle consomme 200 unités d'énergie issue de ressources naturelles (électricité, fuel, gaz ...). Depuis 2005, la consommation énergétique baisse en France. Il s'ensuit une baisse de la production. La baisse s'explique par la production en volume du pétrole (énergie principale) devenue constante. Le gâteau maintenant constant doit être partagé par un plus grand nombre de consommateurs (pays émergents); chaque consommateur voit sa part se réduire doucement, pour l'instant. Le prix n'a pas d'influence, il



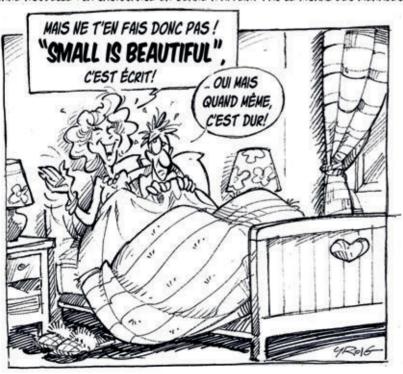
oscille sur une tendance croissante. Le PIB suit l'évolution de la consommation avec un léger retard. C'est la diminution des volumes énergétiques disponibles, non compensée par les économies d'énergie, qui fait la croissance faible ou nulle, et fait la crise.

De tout ceci, un troisième problème va apparaître sur la production. Moins de ressources, et moins d'énergie pour les transformer vont nous obliger à produire moins de biens. Il faudra donc choisir de nouveaux axes de productions.

En guise de conclusion

La croissance est derrière nous, seuls quelques accros tels des drogués y croient encore. Ils frémissent dès que l'on avoisine les 0,5 % de croissance du PIB. Ils crient à son retour dès que l'on approche provisoirement les 1 %, et assurent le retournement de la courbe du chômage. Ils oublient qu'en dessous de 2 %, seul le chômage augmente. Le taux de croissance moyenne annuel du PIB est inférieur à 2 % depuis 1974, c'est à dire 40 ans. Depuis 20 ans, il est inférieur à 1,6 %, et inférieur à 1 % depuis 10 ans. Et pourtant combien de solutions ont été mises en œuvre sans le moindre succès autre que de vagues oscillations temporaires.

Bonne nouvelle : la croissance en berne n'atteint pas le moral des ménages!



La solution est ailleurs, les biens produits devront être plus durables, recyclables, réemployables. Il faudra aller à l'utile et supprimer le futile. Nous devrons revenir à des productions durables mais aussi résilientes. Le volume de travail " salariable " disponible sera de moins en moins important. Il faudra là aussi partager, mais aussi inventer d'autres façons d'évaluer le travail, celui des associatifs par exemple. Que ce soit dans l'aide à la personne, celui du parent pour l'enfant, de l'enfant pour le parent âgé, du bénévole, qui vient tenir compagnie. Le temps passé par les bénévoles dans le vaste champs associatif qui manque de bras. Certes, le recours obligé à une agriculture bio ramènera des gens à la terre, mais les transports devront être réduits tant pour les produits que pour notre travail, nos loisirs. Les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) sont d'excellents moyens de communication et de déplacements par la virtualisation des échanges humains, de documents... Efficaces, très rapides et peu énergivores. Elles peuvent très largement se substituer aux anciens moyens, elles sont beaucoup moins consommatrices d'infrastructures. La relocalisation des productions va s'imposer chaque fois que possible, diminuant d'autant le transport des biens et des personnes. Fini le temps des gros centres de production de masse, « Small is beautiful » a écrit en 1973 Ernst Friedrich Schumacher l'économiste anglais, pas le footballeur ou le pilote.

TAFTA-CETA ... Attentats massifs contre la démocratie

Le 8 juillet 2013, l'Union européenne et les États-Unis ont entamé des négociations en vue d'un accord commercial bilatéral, le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement, connu sous le sigle de TAFTA (Accord de libre-échange Transatlantique). Au même moment, l'accord entre le Canada et l'Union européenne (AECG ou CETA) a été finalisé après cinq ans de négociations. Ces deux accords portent les mêmes mécanismes et constituent des attaques massives aux principes démocratiques.

Comme pour d'autres accords bilatéraux en cours, les négociations ne se bornent pas à la question des barrières douanières aux échanges, mais s'étendent aussi aux "barrières non-tarifaires". Toute norme, même décidée démocratiquement, peut être considérée comme un obstacle au commerce.

L'objectif consiste à atteindre par ces accords "le plus haut niveau de libéralisation" possible. La concurrence devenant le seul principe régissant toutes les activités humaines (seuls les services régaliens de l'Etat, et pour l'instant les services audiovisuels sont explicitement exclus des négociations TAFTA.) Après trente ans de libéralisations ininterrompues dans l'Union européenne, ces accords viendraient parachever le travail en rendant les choses irréversibles.

S'ils étaient signés et ratifiés, le TAFTA et le CETA pourraient avoir des conséquences considérables dans des domaines dépassant le périmètre du commerce, comme l'agriculture, l'environnement, la sécurité alimentaire mais aussi le renforcement des droits de propriété intellectuelle et du domaine du brevetable, ou les libertés des citoyens sur internet.

Enfin, alors que l'Organisation Mondiale du Commerce apparaît assez largement bloquée actuellement, ces accords serviraient de modèle pour tous les autres accords de libéralisation dans le monde.

1- Vague de libéralisation sans précédant :

Ces accords prennent les principes de l'OMC comme point de départ : clause de la nation la plus favorisée, traitement national, interdiction des mesures intérieures distorsives au commerce telles les subventions, interdiction des obstacles techniques au commerce telles les mesures sanitaires, sociales, environnementales jugées disproportionnées.

Les négociations visent au plus haut niveau de libéralisation possible, le maximum d'activités étant ouvert à la concurrence. Par exemple, si l'éducation était ouverte, le "traitement national" ferait que les universités des Etats-Unis ou du Canada pourraient s'installer en France et obtenir le même traitement qu'une université française. Cela deviendrait rapidement intenable budgétairement, et l'Etat n'aurait d'autres choix que de se retirer. Et nous vérifierions alors que la libéralisation est le prélude à la privatisation.

Cet exemple est déclinable à l'envie: les négociations étant opaques, et tout étant par principe libéralisable, les surprises seront nécessairement au rendez-vous.

2- Deux mécanismes attentatoires aux principes démocratiques : le mécanisme investisseurs-Etat et mécanismes de coopération réglementaire

Le **mécanisme d'arbitrage «investisseur-Etat»** permettrait aux transnationales de porter plainte contre un État ou une collectivité territoriale dès lors qu'une loi ou qu'un réglementation ferait entrave au commerce et à l'investissement dans le cadre du TAFTA et du CETA. Cette plainte serait portée devant un arbitre international privé.

Pour les transnationales, l'enjeu est immense : des obstacles que peuvent être des normes sanitaires, écologiques, sociales, votées démocratiquement, seraient remises en cause au nom du droit des investisseurs.

De nombreux exemples sont maintenant connus1: une entreprise, **Vattenfall**, exige de l'Allemagne 3,7 milliards de dollars de compensation suite à l'arrêt de deux de ses centrales nucléaires du fait de la sortie du nucléaire de ce pays ; l'Argentine est poursuivie par plus de 40 plaintes de sociétés après la décision de figer les prix courants essentiels (énergie, eau...) et de dévaluer sa monnaie durant la crise financière de 2001-2002, **CMS energy (US), Suez et Vivendi (France), Aguas de Barcelona (Espagne)** ayant obtenu 1,15 milliard de dollars ; Lone Pine poursuit le gouvernement canadien et demande 250 millions de dollars de réparation pour des investissements et des profits qu'elle n'a pas pu réaliser à cause du moratoire sur l'extraction des gaz de schiste mis en place par le Québec.

Enfin, le projet TAFTA comme l'accord CETA prévoient un **mécanisme de coopération réglementaire** qui obligerait tout gouvernement voulant dans l'avenir promouvoir des mesures protectrices des populations de les soumettre auparavant au comité de suivi qui serait institué. Ce comité serait chargé de demander leur avis aux entreprises concernées par les mesures de réglementation envisagées. De la sorte, les décisions publiques ne dépendraient plus du débat public. Ainsi, pour la "croissance", les gouvernements et l'Union européenne, agissant en notre nom, font en sorte que le périmètre de la décision publique soit dessiné par les entreprises privées.

Deux conséquences à la mise en place d'un Comité de coopération réglementaire : d'une part, il serait possible pour les négociateurs de conclure un accord incomplet ; d'autre part, ces accords prendraient des allures irréversibles.

Conclure un accord incomplet: avec la mise en place du mécanisme de coopération réglementaire, il est largement possible de faire passer après la signature des accords tout ce qui est politiquement insupportable. Alors que nous pouvons légitimement craindre que le poulet lavé au chlore, le porc à la ractopamine et autres OGM ne nous envahissent, alors que nous savons que cet accord, s'il était mis en place, entraînerait un affaissement systématique du niveau de protection des normes, il sera aisé pour les promoteurs de l'accord de tenir le discours hypocrite affirmant qu'il n'y a rien à craindre et que nous crions au loup inutilement. Et en effet, le pire ne viendra que plus tard, à la faveur de décisions d'un Comité non-élu, composé de techniciens, prenant des décisions essentielles sans débat, loin des contraintes démocratiques du contradictoire et de la transparence.

De plus, **ces accords se veulent irréversibles**. Avec le mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etat, chaque secteur qui aura été libéralisé devra le rester. Avec le mécanisme de coopération réglementaire, les réglementations qui déplairaient aux entreprises transnationales sauteraient, le plus discrètement du monde, à la faveur de décisions techniques largement inaccessibles au plus grand nombre.

Marchandisation de nouveaux pans de l'économie, libéralisation qui se veulent irréversibles, éviction des principes les plus fondamentaux de la démocratie, contournement des peuples et des choix collectifs au profit des entreprises transnationales, l'ambition de ces projets scélérats est immense. Pourtant, le vent se lève d'une réelle et forte mobilisation : les collectivités locales se déclarant hors TAFTA dépassent les 550 en France, partout s'affichent des panneaux des villes et villages hors TAFTA, 3,2 million de signatures ont été recueillies contre le TAFTA en un an, partout la résistance s'organise, y compris aux Etats-Unis et au Canada.

C'est que nous sommes confrontés à des enjeux de civilisation. Nous avons les moyens d'avoir la peau de cet accord, mais rien n'est gagné. Désormais les enjeux sont clairs : se sera la démocratie ou le libre-échange.

Frédéric Viale - Membre d'Attac, auteur du Manifeste contre les traités transatlantiques, ed. Erick Bonnier.



NANI

TAFTA, CETA, traités globaux, combats locaux

Une quarantaine de villes et villages landais se sont aujourd'hui déclarés "hors TAFTA" et ont produit une délibération officielle, certains comme la communauté de communes MACS demandant l'abandon immédiat des négociations. Ces délibérations, ainsi que la carte des communes landaises "hors TAFTA" sont visibles sur le site du collectifstoptafta40. Morceaux choisis:

- « Après avoir constaté que plusieurs articles de ce mandat précisent que l'accord en négociation s'imposera aux municipalités et autres collectivités territoriales et notamment les articles 4, 23, 24 et 25 ... »
- « Après avoir observé que plusieurs dispositions de ce mandat remettent en cause les prérogatives des collectivités territoriales telles que définies dans la Constitution de la Vème République et dans la législation française ... »
- « Après avoir souligné que les objectifs de ce mandat menacent gravement les choix de société et les modes de vie qui font le vouloir vivre en commun du peuple de France ... »
- « Considère que le projet en cours de négociation contient en germes de graves dangers pour les exigences sociales, sanitaires, alimentaires, environnementales et techniques en vigueur en France... »

C'est la preuve s'il en fallait que ces traités concernent les collectivités locales et celles et ceux qui pensent évacuer la question d'un revers de main en sont pour leurs frais. Bien sûr, il n'y a pas de caractère coercitif à de telles décisions, mais ce sont des engagements politiques fondamentaux qui doivent peser sur les décisions des états.

Signalisation communes « Hors TAFTA »

Le collectif stoptafta40 est à l'origine d'une campagne nationale de signalisation "commune hors TAFTA". L'inauguration s'est déroulée le 17 octobre à Pomarez en présence de nombreux maires et élus locaux. Les panneaux utilisés et fabriqués localement dans les Landes serviront à signaler les villes et villages de France. La campagne poursuit le triple objectif de valoriser les décisions responsables des élus, informer les habitants et rendre visible l'opposition à ces traités partout en France.

Bien sûr la dénomination hors TAFTA, appelé aussi TTIP selon la langue et l'acronyme choisi, est aussi symbolique. L'opposition aux principes des traités transatlantiques actuels s'applique au CETA, les mêmes raisons et les mêmes causes engendrant les mêmes effets, chacun le comprend aisément.

Vigilance, qu'es aquò?

Le collectif stoptafta40, après les communes, les communautés de communes, espère que le Conseil Départemental se déclare hors TAFTA. Une première délibération de l'assemblée départementale avait produit un très bon texte mais conclut à la "vigilance". Odile Lafitte, dans son discours lors de l'inauguration a bien exprimé l'opposition du département et donné l'exemple du combat mené dans les Landes contre la privatisation de l'eau, ce que la signature d'un tel traité aurait empêché. Vigilance, çò qu'es aquò ? Le moment est venu de se prononcer clairement.

Inauguration de la campagne nationale de signalisation « commune hors TAFTA » Pomarez, 17 octobre 2015



COMMUNE HORS

Chacun peut bien sûr solliciter sa commune pour motiver une délibération ou apposer les panneaux, mais les initiatives privées sont aussi souhaitables.

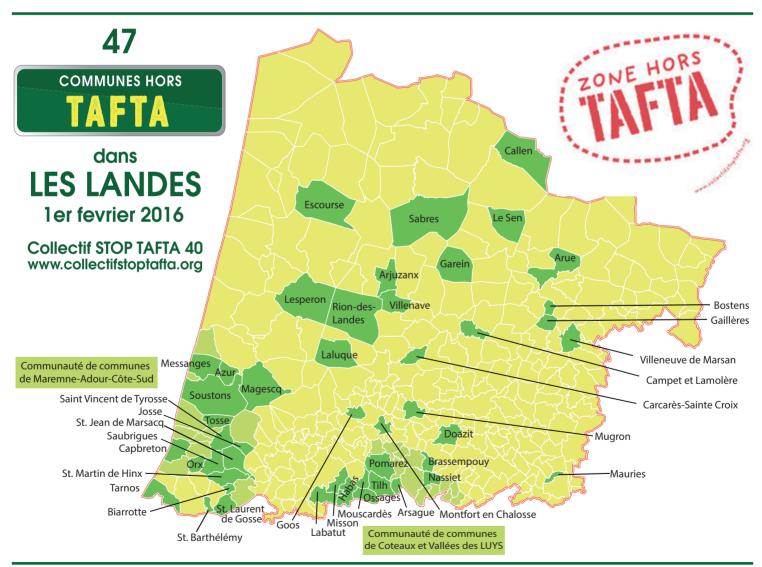
Voici la banderole réalisée pour la déclaration officielle Occitanie hors TAFTA.

Voici le panneau fabriqué dans les Landes que chaque commune de France peut acquérir sur simple demande au collectif stoptafta40.

Le prix militant est de 17 euros TTC, frais de port à la charge du demandeur.

Contact: bernard.lacomme@wanadoo.fr







... déjà 3,4 millions de participants

TTIP et CETA sont un danger pour la démocratie, l'État de droit, la protection de l'environnement, des travailleurs et des consommateurs.

Jusqu'où s'arrêteront-ils?

Lors d'une audition à l'assemblée nationale en 2013 (1*), l'expert en énergie Jean-Marc Jancovici, malgré ses positions sur le nucléaire civil et partant du constat que « l'économie est une machine à transformer des ressources naturelles gratuites », expliquait: « L'Europe ne connaîtra plus de croissance. [...] La croissance continue ne reviendra plus car l'approvisionnement énergétique de l'Europe est déjà restreint ».

La crise économique globale de 2007 s'est développée lentement depuis les années 70. Les qualificatifs de crise de l'énergie, choc pétrolier, montrent bien que notre système économique dépend des énergies fossiles: si l'énergie n'est pas disponible en quantité suffisante pour des raisons physiques ou géopolitiques, le coût de la production dans son ensemble augmente jusqu'à devenir insupportable. L'économie capitaliste n'est donc pas viable sans croissance permanente, c'est-à-dire sans consommation d'énergie croissante. La stagnation ou la décroissance de l'économie réelle depuis quelques années le prouve.

La réaction de la politique face à la crise est paradoxale. En France par exemple, on veut rétablir la croissance en menant une politique d'austérité. Au lieu de redistribuer du pouvoir d'achat et d'influer ainsi sur le marché réel, on vole directement et artificiellement au secours des banques privées et des grands groupes. La politique néo-libérale de privatisation et de spéculation financière – la seule possible nous dit-on – conduit ainsi par exemple à la contradiction symptomatique d'une hausse des cours de la bourse alors que l'économie réelle en crise, décroît.

La difficulté de trouver des investissements ou des placements de capital lucratifs provoque d'une part des bulles spéculatives et d'autre part un fort lobbying pour remplir les carnets de commande et élargir le champ d'action des grands groupes. Leur influence sur la politique atteint aujourd'hui un pic avec la négociation quasi-secrète des Traités Transatlantiques. Ainsi, détournant le principe-même de démocratie et profitant de la situation de crise, ils veulent imposer la croissance quantitative contre les lois de précautions déjà en vigueur (en matière d'écologie, lois sociales, etc..). Cette agressivité est en fait le symptôme d'une précarité économique. Bail out d'états, fusions, rachats, licenciements sont leur lot commun.

Pour réagir à la décroissance de l'économie réelle et sauver les grandes entreprises, l'état pallie donc aux contrats manquants. Pour cela il s'endette auprès des banques privées qui transforment cette situation de crise en profit. Une population en situation de plus en plus précaire, affaiblie par une politique d'austérité, se trouve en face d'un pouvoir financier surdimensionné. Les clients des banques deviennent à la fois les garants et les otages de ce pouvoir financier (Mécanisme Européen de Stabilité). L'influence des banques sur la politique dépasse ainsi celle des citoyens.

Si on regarde cette situation sur un plan national ou régional on comprend que le système politique devient de plus en plus dépendant de l'économie. Au lieu de mettre en doute le paradigme de croissance, le pouvoir politique sous la pression des grands groupes et de la finance, s'obstine dans le productivisme traditionnel. Il en résulte des projets et des investissements sans fondement réel, imposés aux populations pour servir l'industrie en difficulté et soutenir le moral des marchés financiers.

La population s'oppose de plus en plus à ces projets irrationnels qui s'avèrent déficitaires, sinon inutiles. (Aéroport de Castellon sur la côte est espagnole où pas un avion n'a atterri...)(2*) L'avantage économique réside dès lors seulement dans la fabrication des structures. Cette création de structure pour la structure, cet investissement pour l'investissement, financé par l'argent public, a des conséquences très négatives sur la population qui voit dans le même temps augmenter la courbe du chômage et comprend bien que l'ambition industrielle pour la rationali-

sation, l'automatisation et la délocalisation discrédite l'argument récurant de la création ou de la protection de l'emploi.

Cette volonté politique de maintient de l'industrie à tout prix et la privatisation des biens publics immanents qui en découle exacerbe les tensions sociales. On est donc en droit de se demander si la dégradation de la qualité de vie et la destruction de la cohésion sociale n'est pas un prix trop élevé pour un résultat aussi médiocre, puisqu'on n'évitera pas à terme un processus de changement économique.

Au contraire, il conviendrait de concentrer nos efforts sur une révision du paradigme économique notamment vers une stratégie intelligente de diversification et de décentralisation du travail. Les décisions politiques doivent engager les grands groupes et les banques à s'adapter à la situation économique et aux besoins structurels de la société, et remplir ainsi leur rôle positif auprès de la population.

L'abandon du productivisme technocratique, qui ne répond à aucune demande de l'économie réelle, cet abandon seulement peut être un premier pas pour rompre avec la double morale d'une industrie bardée de labels éco-responsables mais qui bafoue quotidiennement les règles existantes de protection de l'environnement et de durabilité. Alors s'ouvrira un espace pour des projets adaptés aux circonstances économiques, environnementales, sociales qui répondent aux besoins et aux attentes d'une population menacée par la crise.

La complaisance politique envers le lobbying industriel est aujourd'hui à son apogée. L'idéologie capitaliste au service présumé de la démocratie est en réalité une menace pour elle. Coluche demandait: "Jusqu'où s'arrêteront-ils?"

L'espace public doit se libérer de cette occupation pour se recréer dans toute sa liberté. Le citoyen, délivré du mensonge qui le maintient à l'écart de la vie publique et nourrit un sentiment de fatalité, pourra alors quitter sa posture individualiste pour s'engager en faveur du bien commun sur la voie d'un changement conscient.

- 1* http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-dvp/12-13/c1213034.asp
- 2* https://fr.wikipedia.org/wiki/Aéroport_de_Castellón-Costa_Azahar

MÉFIONS NOUS DES FAUX PROPHÈTES!





L'être humain est-il capitaliste par nature ? Existera-t-il jamais une société juste ? La foi déplacera-t-elle aussi les montagnes économiques ?

On s'engage finalement souvent pour les autres en donnant quelque chose, en rendant un service, un coup de main, sans exiger de contrepartie. Au contraire, une contrepartie proposée à un geste spontané est perçue comme un affront. Chacune et chacun d'entre nous pratique donc ce que j'appelle le "cosmic banking".

L'anthropologue français Marcel Mauss nomme simplement cette manière d'agir "le don". La culture, notre culture est basée sur le don.

La pratique "du don" crée des liens sociaux dont la plupart des gens sont convaincus qu'ils sont source d'équilibre. En fait nous n'y réfléchissons même pas. Mais si on se renseigne autour de soi, il apparaît que cette pratique, jugée positive et génératrice de confiance, reste un des rares aspects de la vie sociale qui fonctionne bien et durablement. C'est une source de joie, également pour le donnant, notamment parce que le don, toujours volontaire, est un geste qui donne un sens à l'ordre universel qui nous en propose somme toute spontanément très peu.

On pourra objecter que le don se limite seulement aux proches, aux amis. Pourtant, en y regardant de plus près, on voit que ce n'est pas le cas et qu'il y a toutes les raisons de l'étendre au plus grand nombre, pourquoi pas à le globaliser. L'exagération s'explique, le don est cosmique. Sans la chaleur du soleil, nous ne serions pas là. La vie commence toujours par le don.

On pourrait aussi objecter qu'en réalité, nos sociétés et toute l'économie capitaliste fonctionnent sur un mode très différent et qu'il faut aussi gagner sa croûte et escroquer un peu l'autre pour ne pas qu'il nous escroque dans ce combat systématique de chacun contre chacun.

Ce qui nous arrive est la chose suivante: deux conceptions simples et antagonistes se frottent, s'affrontent, l'une aussi vraie que l'autre, aussi mythologique. Il s'agit de choisir en laquelle on croit. En fait beaucoup de gens croient simultanément aux deux, d'une manière un peu schizophrène, sans arriver à trancher. Acte volontaire ou acte obligé, quel est le plus gratifiant, le plus vertueux, le plus efficace, le plus sympathique?

Le mode purement capitaliste de l'acte obligé nous trompe chaque jour sans pitié et sans relâche, et nous oblige à un travail débilisant et souvent contre-productif, entretenant lui-même un incroyable conformisme qui limite directement les joies de la vie. Nous sommes aveuglés par une pensée fortement conditionnée par cette pratique, et nos sens, qui fondent notre vie et notre culture, se trouvent pris en otage par la marchandise - ils sont devenus eux-mêmes marchandise - pour laquelle nous devons travailler et payer. L'idéologie en place opère une discrimination systématique de notre perception du réel, sur fond de mensonge.

L'ancienne "ora et labora" (prie et travaille) se transforme en "prêt à l'emploi" puis en "prie pour l'emploi". Mais qui emploie qui, qui emploie quoi?

L'acte obligé est contraint par la violence, la menace de punition afin que personne n'ait l'idée de tromper ce système de tromperie, que personne ne puisse s'en affranchir ou remettre en cause les "droits" exclusifs de l'élite qui n'existent que grâce à cette violence initiale, bien qu'elle la nie.

Pour légitimer et organiser la duperie "permise" il existe des règles et des lois adaptées à tous les individus et à toutes les classes sociales. Pour la surveillance nécessaire des individus, d'autres millions d'individus sont dressés par l'institution. L'institutionnalisation incite chacun personnellement à faire attention à ce que l'autre n'échappe aux règles



du jeu et ne sorte du rang. Car cela est vu comme une prise d'avantage illégal ou est tout au moins présenté comme tel. Le grand cirque burlesque des médias martèle chaque jour cette morale dans son hystérie absurde et furieuse à la fois.

Comment donc le "cosmic banking", qui existe depuis la nuit des temps, peut-il survivre contre le "libre marché" capitaliste qui tente d'exploiter cette "oasis de l'humanité", et ce depuis le dix-huitième siècle ? Les initiatives de bourses d'échanges gratuites (e-bay, covoiturage, sites de rencontre etc) se multiplient et sont systématiquement récupérées par le business. Mais dès lors, il semblerait que leur popularité recule. Les actions "plaisir et joie" seraient-elles un mauvais placement ?

La pratique du "cosmic banking" reste pour chacune et chacun la source toujours disponible de la joie et de la satisfaction véritable. Elle nous donne la possibilité d'être une personne intègre dans un monde corrompu et sans éthique. Avec le don, on peut répondre à son devoir moral par une action couronnée de succès, on peut échapper à l'hypocrisie de notre société.

La puissance de ce choix humain de s'exprimer, de se positionner et surtout de se définir et de s'identifier par l'action volontaire, donc par le don, ne doit pas être sous-estimé.

À la base, nous vivons ensemble dans un "jeu d'équipe" fondé sur le respect réciproque, dont l'enjeu est la coopération, notamment pour résoudre les conflits communautaires. Cependant les règles du régime obligatoire nous imposent avant tout le respect envers le "banking ordinaire" lui-même. Non seulement elles nous déshabituent mutuellement, mais elles nous privent collectivement de ce respect réciproque. Ces règles nous dégradent, détruisent la confiance et nous poussent au conformisme le plus extrême.

Seule la pratique du "cosmic banking" permet, dans une forme de guérison perpétuelle, la restauration et la conservation du respect mutuel et de l'estime de l'autre, ainsi que la possibilité vitale du respect de soi

Ce sont ces gestes de bienveillance qui rendent la vie digne d'être vécue et nous confortent dans l'idée que la solidarité est la voie fondamentale de la vie en société. Devrait-on apprendre à un enfant à choisir entre la confiance et la méfiance ? La confiance est son état de nature et la méfiance n'est utile que dans quelques cas particuliers. Mais la confiance alors perdue peut être restaurée par l'engagement.

La confiance dans le contexte social, contrairement à l'individualisme né de la compétition capitaliste, est la base et le but du "cosmic banking". Sans le constat que l'échange est meilleur que le conflit et la certitude que la justice "cosmique" nous rendra l'égalité, nous ne donnerions pas.

Nous ne le savons peut-être pas mais nous avons tous depuis toujours un compte à la "banque cosmique". Nous ne savons pas et ne voulons pas savoir ce qui est déjà entré sur ce compte. Nous ne savons pas non plus tout ce que nous avons versé. Probablement beaucoup, à beaucoup de monde. Une chose est certaine: le compte est toujours équilibré. Et cela contribue à faire de ce monde un endroit supportable, quand même.

Cette balance humaine généralement positive, compréhensible par toutes et tous, nous encourage à préférer l'engagement volontaire. Il est une résistance économique aux jeux de dupes et aux mensonges érigés en culte. Lors de chaque catastrophe, la solidarité s'impose spontanément comme seule solution. Une société juste et affranchie de la prétention de dominer l'autre ne peut naturellement fonctionner que comme ça.

Le "cosmic banking" est le fil rouge qui maintient encore nos sociétés malades. Nous devrions le renforcer. Il est tout ce que nous avons.

VERS BA BABERATION

Travailler pour vivre ou vivre pour travailler? L'emploi: Baguette magique? Chantage universel ? Fourre-tout politique? Chômage: Manière universelle, mystique et cynique, d'évaluer une situation économique? Travail : Obligation vitale? Vertu? Méthode pour accroître ses acquis, des biens matériels, son pouvoir?

L'ancienne prédiction du célèbre économiste Keynes selon laquelle nous ne travaillerions plus que 2 heures par jour ne s'est toujours pas réalisée. Keynes partait de l'idée que les techniques modernes et le progrès allaient améliorer la productivité de la société au point de faire diminuer le temps de travail. Il a pensé que le progrès, source de bien-être et de temps libre libérerait l'homme et que la population entière en profiterait. L'économie était pour lui un vecteur de prospérité au service de tous. Il s'est trompé: de moins en moins de gens profitent du progrès, de plus en plus meurent de faim chaque jour. Keynes était-il un idéaliste ?

La productivité a certes augmenté mais le temps de travail ne décroît pas proportionnellement contrairement au nombre d'emplois. On s'évertue aujourd'hui à inventer des robots et des algorithmes qui rendent le travail humain obsolète et suppriment ainsi des emplois. Après l'automatisation de l'industrie, les services sont concernés par ce modèle de développement. Il n'existe pratiquement plus de tâches que les robots ou les ordinateurs ne puissent réaliser à moindre coût et moindre temps, depuis l'éducation des enfants jusqu'à l'aide aux personnes âgées. Des robots sont déjà à l'ouvrage dans des unités Alzheimer, des services de santé, etc... L'obsolescence programmée supprime une grande partie d'intervention humaine de maintenance et de réparation. Le secteur tertiaire se trouve dans la même situation que le secondaire depuis 50 ans. Le travail qui reste est dirigé là où il est le meilleur marché, où les employés sont obligés à travailler pour un salaire moindre. Dans un système économique tourné vers le profit et basé sur l'exploitation de la ressource humaine, rien d'étonnant.

Keynes n'avait pas compris que le résultat de l'effort de toute une société ne revient pas à la société mais est accaparé, privatisé par un petit nombre.

Le mythe du plein emploi est une réminiscence d'une époque où le capitalisme était dépendant du travail humain. Dans l'économie actuelle, le plein emploi ne reviendra jamais. Les entreprises sont obligées dans l'économie de concurrence capitaliste de produire au meilleur marché et d'embaucher le minimum: ils ne veulent ni ne peuvent faire autrement. Ainsi le taux de chômage continue de monter et le pouvoir d'achat baisse. Qui va dès lors acheter les produits et se payer les services ? Question sans réponse. Les salaires plongent à cause de la présence de demandeurs d'emploi disponibles en masse: Dans ces conditions, faut-il parler de marché du travail, ou de dépendance au travail? Ainsi le temps où les syndicats avaient du pouvoir est révolu. Le travailleur a perdu toute influence sur l'économie et ne peut qu'adapter sa dépendance, un paradis pour les industriels et les investisseurs. La croyance économique que le libre marché va se réaliser sur le marché du travail est une propagande de l'idéologie capitaliste comme l'était le plein emploi.

L'emploi est devenu le leitmotiv d'une politique qui l'utilise à son profit. Malgré la situation décrite par l'économie réelle, on nous promet tous les jours de nouveaux emplois: la plupart du temps des nombres à deux, parfois trois chiffres qui servent à justifier des projets d'infrastructures incohérents et accorder ainsi des subventions détournées aux industriels qui perdent d'autre part des milliers d'emplois sans que personne ne puisse rien y faire. La classe politique utilise consciemment cette réalité économique dans le but d'entretenir un système de gouvernance et dépendance dont elle tire elle-même son pouvoir.

La dignité du travail est morte. Les chômeurs acceptent ce qui vient, dépannages, petits jobs précaires pour éviter la descente sociale. Faisant fi des expériences, des compétences, les agences louent les hommes comme des machines, au SMIC quand il existe et que les circonstances d'un fort taux de chômage ne permettent pas de détourner les règlements.

Y-a-t-il une issue à cette dépendance à l'emploi ? Peut-on échapper aux promesses creuses de la politique ? Pourquoi doit-on refuser des projets ou des programmes qui promettent une poignée d'emplois et ne servent que la carrière de politiciens au service du programme néo-libéral de privatisation ?

La situation actuelle offre très peu de possibilités: Soit on crée une initiative personnelle, un travail indépendant, difficile sans propriétés ni ressources personnelles. Soit on se lance dans un projet solidaire sur le principe de l'autogestion. Dans les deux cas, notamment le deuxième, il faut une bonne dose de fantaisie et de courage, de confiance aux autres et de volonté de coopération.

Les projets solidaires, ruraux ou urbains, ont un potentiel à long terme pour changer durablement une économie globale basée sur la dépendance vers une économie locale indépendante et autogérée. Dans les régions touchées par la crise, où l'économie réelle décroît, celles en proie aux politiques d'austérité, beaucoup de projets de ce genre transforment déjà la misère en vertu. Mieux vaut anticiper les choses que les subir: si cet état de crise doit se propager, il est fondamental que ces expériences, ces idées, ces informations, ces preuves qu'une autre économie est possible soient connues de tous et qu'un échange de savoir s'organise. Ici, la dépendance crée encore l'illusion que la situation ancienne peut revenir. Beaucoup de gens pensent posséder une certaine qualité de vie qu'ils ont déjà perdue et restent si accrochés à l'image d'une société révolue qu'il leur est impossible d'imaginer autre chose.

Keynes devait ignorer ce qu'affirment les anthropologues d'aujourd'hui: La plupart des peuples primitifs ne travaillaient pas plus de deux heures par jour, tendance à l'économie de subsistance maintenue jusqu'à très récemment dans certaines régions. Malgré des conditions de vie très différentes sous diverses latitudes, l'homme a toujours inventé les techniques adaptées sans lesquelles il n'aurait pu survivre aux conditions extrêmes. La science et les techniques d'aujourd'hui ne nous offrent-elles pas un potentiel jamais égalé pour une vie sereine ?

Pourra-t-on donc imaginer un monde affranchi d'une gouvernance agressive qui domine la multitude de travailleurs esclaves de la concurrence, un monde affranchi de la dépendance, de la privatisation de l'énergie humaine, de l'effort de travail au profit des élites ?

L'aspiration de l'homme à la paix intérieure, au bien-être le libérera-t-il de cette misère existentielle et de ce stress économique ? La démesure, le comportement irrationnel, sans éthique des élites poussera-t-il l'armée des esclaves vers une libération ?



Affronter le doute, envisager la paix

« Les événements du 13 novembre 2015 ont interpellé chacun d'entre nous. A sensibilités différentes, nous avons tous ressenti quelque chose face à l'action terroriste. Là est justement son but. Le dessein du terrorisme est d'interpeller. La terreur comme moyen de communication, ni plus ni moins. Un usage qui permet d'exercer une pression afin d'obtenir satisfaction dans une lutte pour des causes précises. Il faut garder cette distinction en tête : d'un coté les causes qui peuvent être défendues sans recours au terrorisme et de l'autre le terrorisme qui, par définition, ne peut exister sans cause. C'est le premier pas pour comprendre, tâcher d'expliquer ce qui motive des individus à agir de façon extrême. Sortir de l'incompréhension, ne pas se satisfaire de nos premières impulsions explicatives, souvent très réductrices, est de notre responsabilité lorsque nous décidons de prendre la parole dans le débat public comme dans le débat privé. Car oui, nous avons des responsabilités lorsque nous discutons d'événements forts en conséquences dramatiques. Discuter c'est construire des représentations sociales. Pour que ces représentations soient cohérentes avec la réalité et qu'elles soient utiles à la progression de nos raisonnements, nous nous devons de surveiller nos mises en mots.

Le savoir est père de la bienveillance. Disposer de connaissances sur nous-même est une des principales clés permettant d'opérer un contrôle sur nos pensées afin de développer une réflexion objective. Il est de ce fait intéressant de mettre en lumière deux généralités sur la psychologie de l'être humain : nous fonctionnons suivant le principe d'économie psychique et nous ne sommes pas accoutumés à demeurer dans le doute. Le principe d'économie psychique explique que nous limitons nos efforts cognitifs à une analyse superficielle de données du fait qu'un traitement plus approfondi nous est coûteux en énergie. L'économie de cette énergie est possible grâce à la parade que constituent les routines de pensées. Les habitudes nous facilitent l'élaboration d'une réflexion par la réutilisation d'éléments qui nous sont familiers. De ce fait, par économie psychique, nous arrêtons le traitement de l'information aux premières explications que nous avons l'habitude d'entendre ou de fournir. Nous nous satisfaisons des premières causes que nous faisons émerger afin d'économiser notre énergie mentale au traitement de l'information suivante.

Il apparaît que la seconde généralité est liée à la première. Demeurer dans le doute est coûteux car il sous-entend notre impuissance à comprendre et à expliquer. Etre renvoyé à ses incapacités est source de stress, c'est pourquoi nous allons nous satisfaire d'une explication superficielle plutôt que de rester dans le doute.

Ces deux principes que révèle l'étude de la psychologie ne sont pas réducteurs en soi. Ils nous sont utiles pour appréhender le monde et nous appréhender nous-même. Ils sont relativement inoffensifs lorsaue nous les employons dans l'intimité de notre propre pensée, lorsqu'ils nous servent à nous constituer des explications satisfaisantes nous permettant d'avancer, de passer à autre chose. C'est lorsque nous nous employons à débattre que nous ne pouvons plus nous limiter à notre analyse superficielle. Nos raccourcis deviennent gênants lorsqu'ils attribuent tout le poids explicatif d'un fait à une réduction de causes en négligeant les autres. Plus le fait en question comporte une connotation extrêmement négative (comme le terrorisme) et plus le débat se doit d'être élaboré afin que les représentations sociales qui en découlent puissent servir à réduire les tensions et non à les entretenir. La stigmatisation hâtive d'une réduction de facteurs est hautement préjudiciable, surtout lorsque ces facteurs impliquent différents groupes d'individus. C'est pourquoi il est important de s'employer à scruter chaque recoin, chaque lien, chaque facteur.

Il est trop simpliste de tomber dans le piège de la riposte, d'identifier son agresseur afin de lui rendre la monnaie de sa pièce. Trop simpliste de s'employer à chercher la cause de nos maux afin de trouver une cible contre qui retourner ces pulsions de vengeance. C'est précisément par cet état d'esprit que nous commettons la lourde maladresse d'entretenir l'inertie de la haine.»

L'auteur de cet article, Florian Larriveau, en dernière année d'un cursus de master 2 de psychologie, propose ensuite un tableau multi-factoriel par lequel il entend étudier tous les facteurs qui entrent en jeu dans le phénomène de radicalisation d'un individu, les multiples interactions qui existent entre eux pour ensuite tenter de comprendre une tendance groupale, l'étude multifactoriel d'un phénomène étant méthodologiquement à l'opposé de l'application de modèles aux situations données. Notre propos n'est pas cependant d'entrer dans le détail d'une telle étude mais bien de considérer que l'attitude de la France en réaction aux attentats passés et récents n'était pas la seule possible mais qu'elle est mue par une logique et poursuit des objectifs. La déclaration de guerre, la riposte par l'envoi de bombes on ne sait trop où, la déclaration d'état d'urgence, etc... s'inscrivent ainsi dans une volonté décrite par l'auteur de satisfaire l'économie de réflexion et le besoin de certitudes immédiates des populations. Ce que d'autres nommeront populisme, ou électoralisme. Les quelques voix qui se sont élevées, et parmi elles celles de philosophes comme Michel Onfray ont été réduites au silence par une déferlement médiatique insupportable. Un minimum de calme et de recul, de remise en question, de volonté de débat sont en effet nécessaires à l'établissement d'une véritable réflexion et d'un débat de fond. Si la réaction de la France avait été différente, un appel à la paix, à l'apaisement et au dialogue, à la diplomatie, à la compréhension, où en serions-nous aujourd'hui? Personne ne le saura.

La peur du doute enferme dans les certitudes, les certitudes empêchent le dialogue. Malheureusement, les raccourcis sont plus visibles, plus porteurs que les pensées complexes. Plus dangereux aussi. Dimanche 3 Janvier, jour de l'épiphanie, fut planté en grande pompe sur la place de l'église de Soustons, face à la mairie, un olivier de la paix à la suite d'une célébration en l'église de Soustons en « présence des autorités civiles et militaires ». De quoi s'agit-il donc ? De quelle paix ? Celle au nom de laquelle il convient de faire la guerre ? Que disent ensemble pêle-mêle les rois mages, un prêtre qui prêche la parole universelle, des discours enflammés d'un maire dans une église, une marseillaise avec des anciens combattants d'Algérie en écho à des attentats, à une déclaration de guerre, un état d'urgence, une modification de constitution, des bombes chirurgicales, des privations de liberté? Ils témoignent simplement de la grande confusion dans laquelle nous sommes et qu'entretiennent ceux qui font commerce de la caricature et d'un populisme qui n'a ni parti, ni religion. Un état d'urgence ? Il y a urgence à la dignité, il y a urgence à la réflexion, et il y a urgence à la paix, certes. Mais la paix n'est pas un état.



28

Elle est une construction, un dialogue entrepris avec des personnes ou des Etats ayant des intérêts et des opinions contraires, des adversaires, des ennemis. Sommes-nous seulement victimes ? A entendre l'avis de beaucoup de nos adversaires, l'analyse de beaucoup d'intellectuels, de politiciens et d'historiens, il semblerait que non... Est-il possible d'en parler ?

Florian Larriveau conclut ainsi son article: "Les changements sociétaux entraînent leur lot de problématiques. Nous ne pouvons prétendre à la résolution de ces problématiques, telle que la forme de radicalisation qui a récemment frappé la France sans passer par une étude approfondie des différents facteurs sociaux et individuels. L'appréhension de ces facteurs est rendue possible par les sciences humaines telles que la sociologie et la psychologie. Cette conclusion pointe du doigt un non sens créé par nos politiques: prétendre à combattre la radicalisation tout en réduisant la qualité (par restriction budgétaire) des formations universitaire en sciences humaines. Chaque étudiant en sciences humaines doit en être conscient s'il veut prétendre apporter son aide à l'élaboration d'une société évoluant vers un modèle plus confortable pour ses citoyens. Un modèle humainement plus confortable suppose que la santé physique et morale du citoyen revienne au centre des préoccupations de la société, détrônant le règne des lois du marché, reléquant ainsi l'argent à sa fonction initiale de moyen d'échange. La résolution de problèmes passe par la connaissance, c'est pour cela que les scientifiques de l'humain doivent prendre conscience de leur rôle de quide dans la résolution de problèmes sociaux; il est de leur responsabilité de prendre part au débat public afin d'accompagner les politiques." Accompagner, doux euphémisme!

Ceux qui entendent étudier les causes de ces désastres jusqu'à envisager les responsabilités des politiques passées et actuelles ne sont pas loin de

passer pour des traîtres à la patrie, les prosélytes de la paix comme véritable dialogue et non comme concept deviennent des gens suspects. Mais c'est ainsi, on ne conclut la paix qu'avec ses ennemis.



PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE : VERS UN RÉGIME POLICIER ?

Le 30 décembre 2015, Pierre Joxe, conscience morale de la gauche française, lance son appel à la « gauche bien vivante » pour impulser un sursaut salutaire contre le projet de loi constitutionnelle dit de « protection de la nation »(1*)

RAPPEL DES FAITS

Dans la nuit du 13 novembre, le gouvernement décrète l'état d'urgence (12 jours grâce à la loi du 3 avril 1955), ensuite prolongé jusqu'au 20 février 2016 en vertu de la loi du 20 novembre 2015. Cette loi, votée dans la précipitation, a permis la multiplication d'atteintes administratives graves aux libertés publiques et aux droits fondamentaux pour un résultat pourtant bien maigre.

Parmi les mesures mises en œuvre par la police, on recense : 1) contrôle d'identité sans justifier du risque d'atteinte à l'ordre public ; 2) visite de véhicules avec ouverture du coffre dans les mêmes conditions ; 3) retenue administrative de la personne perquisitionnée sans autorisation préalable du juge des libertés ; 4) saisie administrative d'objets et d'ordinateurs durant la perquisition ; 5) assignation à résidence.

Ces mesures sont prises hors tout contrôle de l'autorité judiciaire, gardienne des libertés individuelles en vertu de l'article 66 de la constitution. Le pouvoir du juge administratif est désormais limité et son contrôle circonscrit à bien peu de choses (2*). En effet, l'assignation à résidence de militants écologistes durant la COP 21, bien que leurs actions hypothétiques aient été sans rapport avec des actes terroristes, a été justifiée par le Conseil d'Etat par un lien indirect : la susdite manifestation de rue exigeait qu'y soient affectées des forces de police « ce qui risquait de les détourner de la lutte contre le terrorisme. »

Avec un tel motif toute manifestation qui déplaît au gouvernement peut être désormais interdite.

Outre les bavures constatées (3*), le bilan pour la période du 14 novembre au 15 décembre 2015 est fort instructif : 2.700 perquisitions administratives exécutées pour seulement trois ouvertures d'enquête préliminaire par la section antiterroriste du parquet de Paris (4*). L'efficacité de telles mesures et la nécessité de l'état d'urgence au-delà de 12 jours reste donc à démontrer (cf. infra).

LA PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE : VERS LES HEURES SOMBRES DE NOTRE HISTOIRE.

Malgré ce bilan désastreux tant pour nos libertés que pour la lutte antiterroriste, le gouvernement veut maintenant inscrire l'état d'urgence dans la constitution. Le choix est simple :

- un Etat de droit fort du respect des libertés fondamentales
- la tentation sécuritaire vers l'état d'urgence permanent.

On le voit, l'état d'urgence met en péril notre Etat de droit par un glissement irréversible vers un état policier. Nos aurons alors sacrifié nos libertés sans avoir la sécurité. Dans un tel contexte, qu'adviendrait-il si des partis et des forces autoritaires accédaient à la direction de l'état ? Il est urgent de consulter l'Histoire.

- (1*): Mediapart, « Contre le projet de loi constitutionnelle, l'appel de Pierre Joxe à la gauche vivante », 30 décembre 2015.
- (2*): « Etat d'urgence : des juges administratifs [anonymes] appellent à la prudence. » Mediapart.fr, 29/12/2015.
- (3*): « Perquisitions musclées, arrestations injustifiées : les abus de l'état d'urgence.» Le Monde Les décodeurs, 23/11/2015.
- (4*): « Bilan des perquisitions administratives » Le Monde Les décodeurs, 15/12/2015.



Liberté d'expression

La liberté d'expression en question

"A viste de nas", 50% des Français ont un devoir de réserve. Soit parce qu'ils sont fonctionnaires ou assimilés, ou parce qu'ils travaillent pour des entreprises dans les domaines de l'énergie, de l'armement, du médical, de la recherche, du social, des technologies de pointe, (...) qui les obligent au secret professionnel. La plupart du temps, ces clauses sont bien précisées dans leur contrat. Comprenons qu'injonction leur est faite de ne pas s'exprimer sur des suiets touchant à leur métier - c'est à dire ce qu'ils connaissent le mieux - hors du contexte bien encadré de leur champ professionnel.

Parmi les 50 % restants, il faut encore retirer les personnes empêchées par des contraintes politiques, sociales, professionnelles, familiales, financières, les personnes en situation de précarité qui ne peuvent se payer le luxe de s'exprimer librement sans s'exposer, eux et leurs familles, à toutes sortes de désagréments, de réprimandes et de punitions.

On le voit très clairement, s'exprimer librement, prendre position, exposer son avis publiquement est un privilège que peuvent s'accorder seulement quelques personnes, financièrement autonomes, susceptibles de supporter la pression sociale, hiérarchique et les menaces.





La pétition, un véritable engagement?

Il fut un temps où les pétitions remportaient un franc succès, où tout le monde signait tout et n'importe quoi. Ce temps est révolu. Les pétitions pour être crédibles réclament de plus en plus de renseignements et les citoyens ont pris conscience qu'ils s'engageaient personnellement dans la signature d'une pétition, leur nom, caché ou visible, étant définitivement enregistré.

Dès lors, la méfiance prévaut. On jauge, on mesure dans le regard de son voisin, de sa famille, de sa hiérarchie, de ses clients, de son parti, de ses élus, de ses relations professionnelles, l'opportunité ou pas d'exprimer ainsi une idée ou un soutien. On soupèse non pas la qualité de cette idée mais les avantages et les désagréments de l'exprimer publiquement. Ce constat, malgré toutes les campagnes de dénigrement, donne plus de valeur que jamais à la pétition.

Est-ce à dire qu'il en enlève au suffrage universel ? Une chose est sûre: Le vote, dans le secret de l'isoloir, offre finalement beaucoup plus de confort et de valorisation et permet de valider, à peu de frais et au grand jour, son passeport de bon citoyen.

L'insondable vérité

Est-il utile de s'appesantir sur l'image approximative de la réalité que reflètent les sondages ? Au point où l'on est rendu, le sondage sert plus de sujet d'étude et de discussion que de témoin d'une relative réalité. Il entre pour une grande part dans la communication de campagne et la stratégie de mobilisation d'opinion pour influencer le vote plutôt que pour le prévoir. On commente les sondages avant même de connaître le résultat des élections. Et on commente les résultats des élections à l'aune de ce qu'on avait déjà dit des sondages. Quoiqu'il en soit, il est vital d'avoir à l'esprit une certitude: les sondages donnent une image approximative sur une population ciblée de l'opinion des citoyens... qui acceptent d'être sondés!

il reste pour sauver la liberté d'expression ceux dont c'est le métier, le sacerdoce.

Les médias

Que soit rendue possible, légale, l'expression de toute idée, de toute opinion, que soit brandie en étendard la liberté d'expression ne signifie pas que toutes les opinions s'expriment en réalité... Les associations, collectifs, individus, porteurs d'une opinion originale, ou ayant vocation à contester l'opinion majoritairement convenue, connaissent le parcours du combattant que constitue le simple fait de trouver un espace où l'exprimer.

Noam Chomsky et tant d'autres ont démontré que les médias sont cadenassés par les groupes industriels et les politiques qui les détiennent. Cette réalité devient une banalité évidente au quotidien.

Les journalistes ne sont pas censurés ni contrôlés pour ce qu'ils pensent ou ce qu'ils disent. Mais ils sont embauchés pour ce qu'ils pensent et ce qu'ils disent. De fait, des filtres sont installés à tous les niveaux de la hiérarchie, si bien que la pyramide des contraintes de rédaction et des nécessités éditoriales empêche l'expression de toute voix discordante, de toute opinion vraiment libre.

Les journalistes demeurent les employés des grands groupes de presse ou des multinationales de l'audiovisuel.

Plus près de nous, sitôt qu'un journaliste de France Bleue, de Sud-Ouest, de France 3 est sollicité pour relayer une information critique envers la politique en place, il s'empresse, par souci de neutralité, de donner la parole dans son article au pouvoir local. L'inverse n'est que rarement vrai. Dès lors doit-on s'étonner de voir d'anciens chefs d'agence occuper des postes au Conseil Départemental ou au sein de mairies importantes ? Dans ce contexte, il n'y aurait pas de problème selon son Président à ce que le Conseil Régional prête 900 000 euros au journal Sud-Ouest. Ben voyons... Le souci de neutralité ne survient que lorsqu'il s'agit de donner la parole à une contestation, d'émettre un point de vue discordant.

Au demeurant, la neutralité n'existe pas et ce que recouvre ce terme n'est que le champ de l'opinion convenue. Sud-Ouest n'est pas un journal neutre, France 3 n'est pas un média neutre, leur neutralité répond aux critères exigés par le pouvoir en place. Pouvoir en place qui surgit physiquement si nécessaire et utilise la hiérarchie pour inviter les rédactions à servir sa stratégie de communication.

Mais les journalistes, comme individus confrontés quotidiennement à l'actualité ont des opinions personnelles et il arrive souvent qu'ils partagent dans le fond l'avis contradictoire. Dès lors, expression très souvent employée, ils se font l'avocat du diable. Hors le diable n'a pas besoin d'avocat et se faisant son avocat, le journaliste se fait son valet. Il disparaît derrière son article, il s'efface, il dilue son avis dans des contingences, il trouve des prétextes, et pour finir il pratique sur lui-même une forme d'auto-censure... sans qu'on lui ait rien demandé!

L'opinion que tolère le mieux la liberté d'expression reste l'opinion du grand patron. Pour les autres, on est prié de s'armer de courage et de ténacité.

Liberté, peut-être, neutralité, sûrement pas!

Tu ne votes pas, tu ne votes plus, tu votes pour des partis auxquels tu ne crois plus, tu veux faire de la politique autrement, tu refuses la fascisation de la société, tu es en colère, tu veux construire autre vement concret, tu veux passer à NOULOUS l'action, tu veux participer à une réflexion sur un projet de territoire, tu veux avoir la voix au chapitre, tu refuses la fatalité, tu n'es pas encore rési- gné, tu veux t'opposer à la californisation des Landes, tu es contre les traités transatlantiques, tu refuses la libéralisation et le règne de l'argent, tu ne crois pas à la croissance, tu veux protéger ton environnement, tu es contre la prolifération des grandes surfaces, pour le commerce de proximité, l'agriculture raisonnée, contre les multinationales de l'agro-alimentaire et de la chimie, tu refuses le bétonnage du territoire, tu veux préserver son identité naturelle, culturelle et linguistique, tu veux remettre le citoyen au centre de la politique, tu veux lui redonner du pouvoir, tu veux influer concrètement sur la politique locale, être acteur de ton territoire, tu es pour un tourisme éthique partagé entre tous les acteurs du territoire et contre la main mise des grands groupes, tu refuses les privatisations de toutes sortes, la récupération du bien commun et du travail au profit de guelgues-uns, tu veux être acteur de la transition énergétique et non promouvoir la croissance verte des firmes internationales, tu veux aider les propositions alternatives, tu préfères qu'on te vouvoie ?

> Si tu/vous réunis/sez au moins un de ces symptômes, soutenez noutous, rejoins nouTous

> > Je fais un don Je m'abonne à la newsletter Je distribue Landemains Je parle de nouTous Je suis disponible pour les actions Je participe aux réunions stratégiques

> > > www.nouTous.fr contact@nouTous.fr

Édition et Rédaction

Association nouTous, 10 avenue de l'Océan, 40660 Messanges Mail: contact@nouTous.fr - Tel: 06 99 51 79 07 Graphiste: Yann Renauld, 12 rue de la forêt, 40230 Saubion Impression: iGrafy, 228, rue des Artisans, 40230 Josse - 487918740

Contributions:

Francis Distinguin, DTN de surf de 1990 à 2007. Actuellement Responsable du sport de haut-niveau au Centre National d'entraînement en Altitude de Font-Romeu. Il tient par ailleurs un blog sur la plateforme web du quotidien le Monde http://performance.blog.lemonde.fr/ Frédéric Viale, Docteur en Droit international, membre d'Attac, auteur du Manifeste contre les traités transatlantiques, ed. Erick Bonnier.

Inspirations et citations :

Aude Pottier, Docteur en géographie, auteur de la thèse « La forêt des Landes de Gascogne comme patrimoine naturel? Échelles, enjeux, valeurs »

Florian Larriveau, étudiant master 2 en psychologie faculté de Bordeaux Jean-Pierre Dufau, ancien Président de la SEPANSO Landes et membre des Amis de la Terre Astérix, le Domaine des Dieux (Extraits pages : 5, 9, 13, 23, 42)

La reproduction de tout ou partie de ces articles est fortement conseillée. Ne jetez pas « Landemains » sur la voie publique, passez-le à votre voisin. 31



